

# Groupe bolchevik pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire , de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

## Réponse au Groupe CRI

### **Un accord proclamé avec l'Appel**

Le Groupe CRI déclare son adhésion à *l'Appel pour une Conférence internationale des trotskystes principaux et des organisations ouvrières révolutionnaires* lancé par le CWG de Nouvelle-zélande, le GB de France, le GOI du Chili, LM du Pérou, la LOI d'Argentine. Le Groupe CRI a envoyé, fin septembre, aux organisations initiatrices une « contribution ». Celle-ci a été remise à tous les militants du Groupe bolchevik, elle a été discutée par les cellules, elle a fait l'objet d'une contribution d'un camarade dans le bulletin intérieur préparatoire de la 3<sup>e</sup> conférence.

La contribution du Groupe CRI est ainsi composée : un accord en deux paragraphes, suivis de dix pages pour développer les désaccords avec le texte du Collectif :

- le mode de production capitaliste n'a pas fait son temps, il ne connaît pas de « crise structurelle »,
- la classe ouvrière n'est pas victime d'une crise de direction mais d'une « crise de conscience de classe »,
- il n'y a plus de partis ouvriers bourgeois qui la trahissent,
- Burnahm et Schachtman avaient raison contre Trotsky et Cannon,
- il faut revenir, contre la révolution permanente, au « front uni anti-impérialiste »,
- il faut être concret : il fallait proposer une assemblée constituante en Argentine, il fallait voter pour Lula-Alencar au Brésil,
- la IV<sup>e</sup> Internationale n'a jamais existé et ce ne sont pas les sections française, américaine ou britannique de la 4<sup>e</sup> Internationale qui ont résisté au pablisme en 1951-53, mais le « lambertisme », le « cannonisme », le « healysme ».

Pour s'opposer à presque chaque point de l'Appel, le mode de raisonnement qu'affectionne le Groupe CRI se présente ainsi : nous sommes d'accord sur les principes, *mais...*

### **Le capitalisme, un mode de production juvénile ?**

Le Groupe CRI affirme dans son programme que « *les prémisses objectives du socialisme existent* » (*Programme CRI*, p. 4), ce qui signifie que la révolution socialiste est mise à l'ordre du jour par l'évolution du mode de production capitaliste. C'est également la position du Groupe Bolchevik. En revanche, le Groupe CRI prétend également que le capitalisme

*a développé et continue de développer les forces productives de l'humanité dans des proportions gigantesques, la production mondiale de marchandises ne cesse de se développer et l'accumulation capitaliste se poursuit.* (*Programme CRI*, p. 4)

Sur ce point, il renoue avec le premier révisionnisme de la fin du 19<sup>e</sup> siècle au sein du SPD et de la 2<sup>e</sup> Internationale :

*Les dépressions locales et partielles sont inévitables, mais un blocage général du système reste impossible, étant donné l'organisation et l'extension actuelle du marché mondial et notamment le gigantesque essor de la production des biens de consommation...* (E. Bernstein, *Les Présupposés du socialisme*, 1899, Seuil, p. 123)

Par conséquent, le Groupe CRI contredit les fondateurs de la 4<sup>e</sup> Internationale qui, dès la troisième phrase de *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale*, affirment que « *les forces productives de l'humanité stagnent.* » Toute ambiguïté quant à la possibilité d'une analyse conjoncturelle est balayée par le titre même du *Programme de transition : L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*, une agonie n'étant rien d'autre qu'un déclin, une décadence précédant la mort.

Un tel énoncé fait également écho à la plateforme de l'Internationale Communiste :

*Pour élever les forces productrices de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie, qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une complète ruine de la vie économique, la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grande bourgeoisie et de la noblesse et faire des moyens de production et de transport la propriété collective de l'État prolétarien.* (*Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, 1919, Maspero, p. 20)

Le Groupe CRI estime que cette analyse ne correspond pas à la situation actuelle, que « *la phrase du Programme de transition selon laquelle "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître" et les deux suivantes sont fausses aujourd'hui* » :

*Il est indispensable, pour qui veut progresser dans la construction du parti marxiste, de rompre définitivement avec les mythes et les fantasmes sur la « décadence du capitalisme » et le « non-développement des forces productives ». (Contribution CRI, p. 2)*

Le critique de l'Appel a inventé la citation du « *non-développement des forces productives* ». L'Appel n'emploie pas cette expression, mais il décrit comment le maintien des rapports de production capitaliste entrave le développement des forces productives de l'humanité, les gaspille et les détruit. La mise en cause de l'écologie de l'espèce humaine, le sous-développement, les crises économiques et les guerres récurrentes ne sont pas pour le CRI des manifestations de la décadence capitaliste :

*Après avoir couvert l'illusion de l'imminence de la révolution dans les années 1970, la troisième phrase de L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale — qui, écrite en 1938, n'avait et ne pouvait avoir de validité que conjoncturelle — sert aujourd'hui à justifier idéologiquement l'illusion de l'imminence d'un « plongeon de l'humanité dans l'abîme », sous prétexte que les effets barbares inhérents du système capitaliste se réalisent aujourd'hui de manière certainement plus monstrueuse encore que dans les années 1945-1975, pourtant si pleines de guerres, de famines, d'exploitation et d'oppression. En fait, l'épouvantail du « plongeon dans l'abîme » a pour fonction de justifier la pratique purement défensiste et trade-unioniste menée en relation avec l'aristocratie ouvrière — pratique d'un véritable « réformisme à rebours ». (Programme CRI, p. 14)*

## Une analyse pré-marxiste

Or il se trouve que pour les marxistes depuis Marx, les conditions objectives de la maturité d'une situation révolutionnaire se concentrent dans l'entrave au développement des forces productives :

*A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants... De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves... Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. (K. Marx, « Préface », Contribution à la critique de l'économie politique, 1859, Éditions Sociales, p. 4)*

Vraisemblablement, le Groupe CRI réfute une telle position. C'est parfaitement recevable, mais incompatible avec le fait de se revendiquer marxiste, à moins de tomber dans quelque lubie althussérienne et de considérer que *Le Capital* et quelques écrits postérieurs sont les seules œuvres scientifiques de Marx, toute l'élaboration du matérialisme historique étant balayée au passage. Condamner comme non scientifiques des textes comme *L'Idéologie allemande* ou la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* revient à se priver de tout un pan de l'élaboration théorique du marxisme. C'est le cas, puisque cette préface est considérée comme un « *texte qui n'a guère de valeur scientifique* » (Que vaut le texte de Daniel Gluckstein, *Critique d'une critique ?* p. 115). Quant aux « *analyses développées dans* » *L'Idéologie allemande*, « *ouvrage préscientifique* », elles « *n'ont guère de valeur scientifique propre.* » (*Critique du livre de Daniel Gluckstein, Lutte de classe et mondialisation* », p. 29).

D'ailleurs, le Groupe CRI prend également ses distances avec l'œuvre scientifique, en particulier avec la théorie de la plus-value formulée par Marx :

*C'est seulement par la production d'une masse toujours plus grande de marchandises qu'une quantité croissante de plus-value peut être extraite des producteurs et capitalisée. (Programme CRI, p. 6)*

Or, il suffit aux capitalistes d'augmenter la plus-value relative en intensifiant le degré d'exploitation (pl/v) pour extraire « *une quantité croissante de plus-value* », tout en n'augmentant pas la quantité de marchandises produites. Il est possible de diminuer la production tout en augmentant la plus-value. N'envisageant pas cette possibilité, le Groupe CRI ne peut pas non plus envisager la possibilité d'un déclin des forces productives.

A la lumière de l'énoncé d'Engels selon lequel Marx aurait fait deux découvertes, le matérialisme historique et la plus-value, le Groupe CRI a dépouillé le marxisme de ses deux fondements scientifiques.

Le Groupe CRI arrête le raisonnement là où il ne fait que commencer, c'est-à-dire à l'observation. Une telle tendance empiriste, qui l'empêche de saisir les tendances structurelles, le rend vulnérable à la critique que Marx adressait à Ricardo :

*Il lui est absolument indifférent que le développement des forces productives tue de la propriété foncière ou tue des travailleurs. (K. Marx, Théories sur la plus-value, 1861-1875, t. II, Editions sociales, p. 126)*

Le Groupe CRI se retrouve aux côtés des socialistes utopiques et des économistes classiques, son analyse du mode de production capitaliste n'est pas marxiste mais pré-marxiste, et sa révolte envers le capitalisme est basé sur des questions de répartition et de justice sociale, et non sur l'exigence d'un développement harmonieux des forces productives.

## La négligence des conditions structurelles

Pour le Groupe CRI, « *les prémisses objectives du socialisme* » ne sont donc pas les causes scientifiques énoncées par Marx. Son approche ne se situant pas dans le cadre du matérialisme historique, ni de la théorie de la plus-value, il doit s'agir d'autre chose.

Son programme évoque une « *contradiction entre l'accroissement des forces productives et le maintien du mode de production capitaliste* » (*Programme CRI*, p. 5). Pourquoi ? Le mystère reste entier : le mode de production capitaliste ne constituant pas une entrave au développement des forces productives, il reste toujours à connaître la raison pour laquelle il doit être combattu, puisque si le capitalisme permet toujours le développement des forces productives, cela signifie qu'il n'y a pas contradiction entre forces productives et rapports de production. Par conséquent, la dialectique entre forces productives et rapports de production n'est pas pour le Groupe CRI la force motrice de l'histoire. Il estime que « *seule la lutte des classes est le moteur de l'histoire* » (*Que vaut le texte de Daniel Gluckstein, Critique d'une critique ?* p. 106), les conditions structurelles ayant une importance secondaire. Il est clair que la lutte des classes joue un rôle fondamental, mais elle se déroule dans une structure économique déterminée, c'est-à-dire un ensemble de rapports de production.

*La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie.* (F. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880, Éditions sociales, 1969, p. 98)

Si la lutte des classes est « *le fil conducteur de l'histoire* » (K. Marx & F. Engels, *Lettre à Bebel, Liebknecht, Bracke*), la dialectique des forces productives et des rapports de production en est la force motrice.

*...que toute l'histoire passée, à l'exception des origines, était l'histoire de luttes de classes, que ces classes en lutte l'une contre l'autre sont toujours les résultats de rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque ; que, par conséquent, la structure économique de la société constitue chaque fois la base réelle qui permet, en dernière analyse, d'expliquer toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, aussi bien que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique.* (F. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 87)

Le Groupe CRI procède à une séparation analytique stricte entre les forces productives, dont il donne une définition purement structurelle, et qui ne joueraient aucun rôle dans le processus historique – nous y reviendrons – et la lutte des classes.

*Les forces productives au sens étroit du terme, c'est-à-dire les forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale sous le joug du capital continuent de croître.* (CRI, *Critique du livre de Daniel Gluckstein, Lutte des classes et mondialisation*, p. 37)

Il est bien surprenant d'opérer ce type de catégorisation au sein même des forces productives de l'humanité, dont la principale est la classe ouvrière. Certes, le « *sens étroit* » est certainement très utile pour les statisticiens ou les comptables de la bourgeoisie, il l'est bien moins pour des révolutionnaires. Si le Groupe CRI cherche à prouver que le capital a toujours soif d'accumulation, il ne peut aboutir qu'à la plus plate tautologie, un capital ne s'accumulant pas n'en étant plus un. Une telle analyse conduit le Groupe CRI à ne pas envisager la possibilité que des forces productives se transforment en forces destructrices, à les présenter comme équivalentes, voire à nier l'existence de ces dernières :

*Les forces de destruction pure et simple produites par le travail social peuvent être négligées quand on opère la mesure globale de la croissance, de la stagnation ou du déclin des forces productives.* (CRI, *Que vaut le texte de Daniel Gluckstein ?* p. 60)

L'approche des forces productives en termes de PIB, de FBCF... - celle adoptée par le Groupe CRI - empêche de les considérer dans leur dimension qualitative, la production d'armes, le ramassage de déchets, la publicité... étant comptabilisés positivement dans les statistiques de la bourgeoisie. Une telle définition est tout autant mécaniste que celle des lambertistes du PT, qui posent comme hypothèse à toute analyse que les forces productives ont cessé de croître. Il est totalement obscurantiste de nier l'existence du progrès technique. Gluckstein cherche à démontrer que toute production est une destruction de forces productives, tandis que pour le Groupe CRI, le moindre mouvement du capital est un accroissement des forces productives. Ainsi, il lui est impossible, du fait de la nature même du capital, d'envisager un déclin des forces productives, et il en déduit que le capitalisme peut développer à l'infini les forces productives. Les deux approches sont incapables de saisir l'aspect nécessairement tendanciel du phénomène étudié.

*Le capitalisme agonisant, comme nous le savons, a aussi ses cycles, mais des cycles déclinants, malades. Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin à la crise du système capitaliste. La crise conjoncturelle fera inévitablement place à une brève et nouvelle reprise s'il ne survient pas entre-temps la guerre ou la révolution.* (L. Trotsky, *Encore une fois où va la France ? 1935*, Œuvres t. 5, EDI, p. 163)

Dans la mesure où le Groupe CRI néglige les forces destructrices, il est parfaitement envisageable de ne pas voir d'incompatibilité entre la dégradation des conditions d'existence des travailleurs et le développement continu des forces productives.

*Les progrès de l'industrie permettent de produire rapidement des millions d'exemplaires de tous les articles nécessaires à la satisfaction des besoins élémentaires ; pourtant, la majorité n'a pas accès à ces articles, seule une minorité peut en consommer de manière massive, souvent d'ailleurs au prix d'un gaspillage et d'une pollution inutile. (Programme CRI, p. 5)*

## **La confusion du capitalisme ascendant et de l'impérialisme**

Le Groupe CRI estime que ce n'est pas pour des raisons particulières liées au stade d'évolution du mode de production capitaliste, mais parce que les marchandises sont utilisées et réparties de manière injuste, que le capitalisme doit être abattu, et, pour lui, les conditions objectives d'une révolution socialiste sont :

*l'extension de l'exploitation, de la misère, de la barbarie et de tous les maux constamment engendrés par la logique même du mode de production capitaliste. (Programme CRI, p. 4)*

Or, ces phénomènes étaient déjà à l'œuvre lors de la phase ascendante du capitalisme ; mais il se trouve qu'au cours de cette période, la tendance au développement des forces productives correspondait aux besoins du capital. L'affirmation ci-dessus revient à nier que le capitalisme a connu une transformation qualitative entre sa phase ascendante, concurrentielle, et sa phase impérialiste, décadente, puisque les « maux » sont « constamment » une conséquence de la « logique même » du capitalisme.

Le Groupe CRI estime par conséquent qu'il n'y a pas eu de changement qualitatif dans la structure du capitalisme au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, et il condamne le capitalisme pour la même raison qu'il était condamné par les socialistes utopiques dans sa phase concurrentielle, c'est-à-dire des raisons d'injustice sociale. Ne considérant pas la période actuelle comme impérialiste, en tout cas au sens où l'entend Lénine, marqué par une entrave au développement des forces productives, le Groupe CRI semble estimer que la limite fondamentale du capitalisme est une insuffisante consommation des masses. Une telle théorie de la sous-consommation néglige un aspect central de l'impérialisme, à savoir le capital financier, produit de la fusion entre capital industriel et capital bancaire, ce qui conduit à déclarer que

*la pression écrasante de la spéculation et du parasitisme [...] impose au capital productif des conditions drastiques pour sa valorisation. (CRI, Que vaut le texte de Daniel Gluckstein, Critique d'une critique ? p. 118)*

Affirmer que le parasitisme et la finance gangrènent l'activité productive, sans dire qu'ils sont eux-mêmes le résultat de la production capitaliste, donne au Groupe CRI des airs réformistes de type PCF, PS, FO et ATTAC, à la recherche d'un bon capitalisme productif.

La contribution du Groupe CRI reprend ainsi un grand nombre de positions fausses et resucées que son auteur présente à tort non seulement comme des découvertes, mais comme *l'actualisation du marxisme*. En fait, il s'agit de révision. La défense par les Cinq du programme de la révolution socialiste déchaîne l'exaspération du rédacteur :

*Elles [les organisations signataires, NR] parlent de « capitalisme décadent », nient que le capitalisme soit capable de « trouver les moyens de surmonter ses crises » et affirment que « depuis longtemps le capitalisme a épuisé son rôle progressiste » (point 1) ; elles affirment même que « la contre-offensive impérialiste actuelle et la guerre contre l'Irak sont la réponse du système capitaliste agonisant, dans sa phase impérialiste, incapable de surmonter les frontières nationales, etc. » (point 1) ; elles caractérisent enfin l'époque actuelle comme une « époque de crises, de guerres et de révolutions, mettant en évidence toutes les caractéristiques du capitalisme en décomposition ». Le Groupe CRI souhaite ouvrir une discussion de fond sur cette question. Selon lui, pareille position relève du fantasme, de la métaphysique et de l'aveuglement dans l'analyse. (Contribution CRI, p. 2)*

## **Le prolétariat est-il responsable du maintien du capitalisme ?**

L'autre gros problème, pour le CRI, est la réaffirmation de la prémisse centrale du programme de la révolution, de la fondation de l'Internationale communiste comme de celle de la 4<sup>e</sup> Internationale : le capitalisme a fait son temps et, pour le renverser, il faut surmonter les trahisons de la social-démocratie et des staliniens, des anarchistes et des centristes, il faut construire le Parti mondial de la révolution socialiste.

*L'appel s'en tient à une répétition là encore formaliste et métaphysique de la célèbre formule du Programme de transition : « La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » (Contribution CRI, p. 1)*

Pour le Groupe CRI, le retard du socialisme n'est pas dû aux obstacles que dressent les vieux appareils bourgeois des organisations ouvrières, à la collaboration éhontée que leur offrent les renégats du trotskysme et autres centristes, mais au prolétariat lui-même. Derrière la sophistication du propos, on reconnaît l'antienne grossière des bureaucrates et des appareils contre-révolutionnaires : les défaites, c'est la faute aux travailleurs.

Trotsky, pour fonder la 4<sup>e</sup> Internationale, tirait le bilan des plus grandes défaites du prolétariat, en particulier en Allemagne. Il savait la guerre impérialiste inévitable, cela signifiait pour le moins une altération extraordinaire de la conscience de classe du prolétariat. La formule du programme s'inscrivait dans le cadre des plus grands reculs de la classe ouvrière. Le Groupe CRI gratifiera peut être Trotsky de maîtriser ce qu'il écrivait ?

Le Groupe CRI reprend malheureusement les formulations de tous les centristes, comme le PTS d'Argentine d'aujourd'hui, comme le Bureau de Londres d'avant-hier, comme les pablistes d'hier.

***La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire (et de la conscience de classe) du prolétariat.*** (E. Mandel, « 25 thèses sur la révolution mondiale », *La Correspondance Internationale*, n° spécial, décembre 1976, p. 40, nous soulignons)

Mandel, et le CRI l'imite, sépare la classe et l'avant-garde de manière formaliste. Il tempère la responsabilité entière des organisations traîtres et dégénérées en déposant une partie du paquet sur les épaules des masses.

*La difficulté subjective fondamentale pour la réalisation d'une révolution socialiste victorieuse en Europe occidentale, découlant de tout le passé historique du mouvement ouvrier, réside dans les illusions réformistes ou semi-réformistes profondes des larges masses laborieuses, en d'autres termes, l'identification largement répandue de leurs propres libertés démocratiques avec les institutions de l'État bourgeois.* (E. Mandel, « 25 thèses »)

Ces arguments sur l'immaturation du prolétariat relèvent du plus pur opportunisme. Au début de la révolution d'Octobre, le niveau du prolétariat russe était extrêmement bas, Trotsky y revient en 1939 :

*La victoire n'est nullement le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il faut utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire pour mobiliser les masses ; en partant du niveau de leur « maturité », il faut les lancer en avant, leur apprendre à comprendre que l'ennemi n'est pas omnipotent, qu'il est déchiré de contradictions et que, derrière l'imposante façade, c'est la panique qui l'emporte. Si les bolcheviks n'avaient pas fait ce travail, il n'aurait même pas pu être question de victoire de la révolution prolétarienne. Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles ou des livres sur le leitmotiv que seuls des visionnaires impénitents pouvaient rêver en Russie d'une dictature du prolétariat, si petit numériquement et si peu mûr.* (Léon Trotsky, « Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? », 1939, *Oeuvres* t. 20, ILT, p. 328)

Qu'en pensent les militants du Groupe CRI ?

Le dernier congrès de Lutte ouvrière a avalisé un rapport sur la situation française qui affirme toute l'inquiétude qui étreint cette organisation quand elle mesure, ô combien scientifiquement, la conscience de classe :

*Les idées réactionnaires ne sont pas en recul dans les milieux populaires, bien au contraire... Il est vrai que la CGT aurait pu ne pas arrêter la grève SNCF au lendemain du 13 mai. Mais rien ne dit que cette grève se serait étendue au pays... (Lutte de classe, décembre 2003)*

Sur la chemise du prolétariat, LO voit une tache immonde ; sur le costume de Thibault, une ombre légère, peut être...

Pendant cette mobilisation en défense des retraites, le Groupe bolchevik a proposé au Groupe CRI de publier et diffuser en commun un tract (12 mai 2003) dont le titre et les sous-titres étaient les suivants :

*Dirigeants des confédérations et des fédérations syndicales, appelez à la grève générale jusqu'au retrait du plan Chirac-Fillon !*

*À attaque générale, riposte générale ; Dirigeants des syndicats, rompez votre collaboration avec le gouvernement Chirac-Fillon ! Dirigeants nationaux des syndicats, appelez à la grève générale jusqu'à la capitulation de Chirac-Raffarin-Fillon !*

Nous n'avons pas abouti à une initiative commune, parce que le Groupe CRI entendait proposer aux travailleurs de « construire la grève générale ». Autrement dit, le Groupe CRI n'était pas d'accord pour concentrer l'agitation contre la politique des dirigeants des syndicats ; il concevait son intervention comme une injonction aux travailleurs, pour qu'ils luttent plus et mieux. Il faut en conclure qu'ils n'étaient pas assez conscients.

Pour le Groupe bolchevik, sans combat acharné pour dénoncer la trahison des sociaux-démocrates et des staliniens d'hier et d'aujourd'hui, la complicité des renégats, pas de défense du marxisme, pas de combat pour le Parti ouvrier révolutionnaire, pas de développement de la conscience de classe.

A la suite des partis staliniens d'Europe des années 1970 et du Parti communiste chilien des années 1990, le Partido de los trabajadores para el socialismo argentin ressort Gramsci : l'idéologue du PTS Albamonte déblatère, à son tour, sur « la crise de la conscience de classe » du prolétariat, en oubliant que Gramsci était partisan de la « théorie » stalinienne du « socialisme dans un seul pays » (voir S. Novak, « Tras los pasos de Gramsci », *BIOI* n°4, février 2003).

Car les faits sont moins glorieux que les prises de parole au café philo, en particulier dans l'usine argentine occupée de Zanon que le PTS contrôle politiquement sur une ligne autogestionnaire pourrie qui isole les travailleurs de cette entreprise du reste du prolétariat. La fumée des considérations « gramscistes » sur la conscience de classe essaie de masquer cette politique de trahison. C'est au nom de la « crise de la conscience de classe » que le PTS justifie l'autogestion, politique parfaitement compatible avec le capitalisme, comme il justifie l'Assemblée constituante.

Combattre pour faire grandir la conscience de classe, c'est mettre toutes ses forces pour construire le parti mondial de la révolution socialiste et ses sections. Seul le parti révolutionnaire peut permettre au prolétariat de briser la

bourgeoisie par la lutte pour le pouvoir ouvrier et l'établissement de l'État des soviets. Or, la contribution participe à la confusion ambiante en rangeant la direction révolutionnaire dans la catégorie plus générale des « *organisations ouvrières indépendantes* » (*Contribution CRI*, p. 4).

En France, le Parti des travailleurs de Lambert & Gluckstein défend le même point de vue. Le PT prétend contenir tous les « courants » du mouvement ouvrier en son sein, trotskystes, anarchistes, réformistes, stalinien, comme s'ils avaient une commune légitimité. En réalité, il s'agit de justifier, aux yeux des militants, la mise au rencart du programme de la 4<sup>e</sup> Internationale, sous prétexte de coexistence harmonieuse avec les courants réformistes de tous poils. Les « *organisations ouvrières indépendantes* » se résument en général à l'appareil contre-révolutionnaire de FO que le PT protège des masses avec acharnement. Le bolchevisme n'a rien à voir dans cette combinaison. Les camarades du CRI tireraient bénéfice de l'étude des contributions de Stéphane Just au combat contre le révisionnisme lambertiste. Ils y apprendraient qu'en dehors du parti ouvrier révolutionnaire, il ne peut y avoir d'« *organisations ouvrières indépendantes* ».

Le Groupe bolchevik ne nie pas que l'offensive impérialiste, qui a culminé avec la restauration du capitalisme en URSS, ait augmenté considérablement la confusion politique dans les rangs du prolétariat. Contre le socialisme, pour le capitalisme comme unique horizon historique, les réformistes en tout genre ont abandonné les précautions et rivalisent de zèle :

*La référence à la dictature du prolétariat sentait le goulag, le stalinisme et le mot « communisme », pour les mêmes raisons, a aussi des relents désagréables pour certains d'entre nous.* (A. Krivine, dirigeant de la LCR, *Paris Match*, 13 novembre 2003)

Face aux agressions incessantes contre ses conditions d'existence, face aux guerres impérialistes contre l'Irak, la Serbie, l'Afghanistan, le prolétariat n'a pu disposer d'un état-major à son service. La responsabilité principale en incombe aux directions des partis et organisations qui ont trahi le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale, qui ont interdit qu'elle résolve la crise de direction révolutionnaire. Quant aux organisations social-démocrates, travaillistes, ex-stalinien, elles sont toujours plus adaptées aux besoins du capital et participent à la pénétration de l'idéologie de la classe dominante. Conformément à leur nature de partis ouvriers bourgeois.

## **Les partis ouvriers bourgeois sont-ils les partis de la réforme ou de la trahison ?**

*Autrefois, jusque dans les années 1970, lorsque la social-démocratie exerçait le pouvoir, en général avec le soutien des stalinien, c'était ou bien en réalisant des réformes dans le cadre d'un compromis de long terme avec la bourgeoisie, ou bien pour briser une montée révolutionnaire, donc de manière brève... (Contribution CRI, p. 3)*

« Autrefois », comme le réformisme était beau ! C'est chez Lambert que ces déformations sont enseignées, pas chez Lénine, Luxembourg, ni Trotsky.

Depuis le début du vingtième siècle, ouverture de la phase au cours de laquelle le développement des forces productives entre en contradiction avec les intérêts du capital, l'économie capitaliste a connu divers stades exprimant son caractère historique. L'entrée dans la phase impérialiste du capitalisme va révéler l'essence bourgeoise du réformisme et faire éclater le 2<sup>e</sup> Internationale elle-même :

*L'antagonisme entre les éléments sociaux-démocrates révolutionnaires et les opportunistes a grandi pendant des dizaines d'années au sein du socialisme européen. La crise avait mûri. La guerre a débridé l'abcès. La majorité des partis officiels a été vaincue par les politiciens ouvriers nationaux-libéraux qui défendent les privilèges de « leur » bourgeoisie, de la bourgeoisie de leur « patrie »... (V. Lénine, « Les sophismes des sociaux-chauvins », 1915, *Oeuvres* t. 21, Progrès, p. 187)*

La mise en cause des acquis ne date pas du gouvernement Jospin ou du gouvernement Schröder. Loin d'accomplir des « réformes », à partir de 1929, tout à sa haine des soviets et à sa défense de la République « constitutionnelle » de Weimar, le SPD a approuvé les attaques contre les acquis ouvriers qu'imposait le rétablissement du taux de profit. Exclue du gouvernement après l'instauration du régime présidentiel, la social-démocratie pratiqua une politique de soutien (*tolerierungspolitik*) à Brüning au moment où les cercles dirigeants de la bourgeoisie allemande faisaient payer aux travailleurs les frais de la crise économique.

*La social-démocratie soutient Brüning, vote pour lui, assume la responsabilité de sa politique devant les masses... (L. Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, 1932, Buchet-Chastel, p. 73)*

Trotsky n'en a aucunement déduit que le SPD n'était plus « réformiste », mais qu'il trahissait une fois de plus. Il a maintenu qu'il fallait démasquer cette direction traître en appelant au front unique SPD-KPD contre le fascisme.

Pour les marxistes, les partis dits « réformistes » sont des partis « petits-bourgeois » ou « ouvriers bourgeois », en ce sens que, tout en étant issus du prolétariat, ils ont un programme bourgeois. Pour le CRI, c'est leur programme qui est mi-ouvrier, mi-bourgeois, comme si une pareille chimère existait :

*Alors qu'ils étaient naguère des partis ouvriers-bourgeois (partis possédant une base militante et électorale dans la classe ouvrière, reposant officiellement sur un programme – plus ou moins avancé – de défense des intérêts particuliers du prolétariat, mais dirigés par des agents de la bourgeoisie, traîtres à la cause du*

*socialisme, qui ne gardaient la confiance de la classe qu'en gérant les réformes ou en usurpant le prestige d'Octobre) — ces partis se transforment purement et simplement en partis bourgeois, quand ils ne se décomposent pas. (Programme CRI, p. 10)*

Le rédacteur du CRI qui prétend être concret, n'est, faute de dialectique, qu'empirique. Il pense qu'être réformiste, c'est... faire des réformes (à cette aune, être stalinien, était-ce seulement se réclamer de Staline ?). Comme les partis traditionnels de la classe ouvrière ne font plus de réformes, ils ne sont plus des partis réformistes. L'aboutissement du syllogisme est que le CRI se dispense du front unique ouvrier à leur égard... tout en croyant enfiler -sans risque- un costume « révolutionnaire », censé le propulser « à gauche » du Groupe bolchevik.

Le radicalisme anti-réformiste du CRI n'est que de façade, il est d'ailleurs partagé par tous les centristes de droite français ainsi que leurs petits clones (Combat, GR, Groupe La Commune...): la LCR, à son premier congrès, en 1969, avait déjà découvert que le PS-SFIO était un simple parti bourgeois ; LO et le PT disent la même chose. Mais, à y regarder de plus près, tous partagent la valorisation des traîtres qui ont été liés à l'appareil du Kremlin par rapport aux traîtres social-démocrates. Il n'est pas sûr que la contribution ne souffre pas du même travers :

*Les partis communistes se sont effondrés... La social-démocratie est devenue un des principaux partis de la bourgeoisie (Contribution CRI, p. 3) ; Le « stalinisme », considéré en tant que courant politique organisé, en est à la phase ultime de sa décomposition... La social-démocratie classique cesse d'être une force ouvrière-bourgeoise et devient purement et simplement bourgeoise (Contribution CRI, p. 3)*

De plus, ce radicalisme à pas cher s'arrête respectueusement à la porte des sièges des syndicats.

## **Les syndicats restent-ils indépendants ?**

Les syndicats resteraient, eux, « réformistes », ils « *continuent de rassembler massivement les travailleurs* » (Contribution du CRI, p. 3). S'il s'agit du nombre de syndiqués, le CRI prend les rêves de Thibault ou Mailly pour des réalités : en France, les effectifs syndicaux sont passés de 50 % en 1945 à 8 % en 2001. Mais il faut craindre pire :

*La place essentielle occupée par les syndicats dans les mobilisations et les grèves quotidiennes des travailleurs, en particulier le rôle joué, en France, par la CGT-FO et la CGT dans le puissant mouvement de grèves de novembre-décembre 1995, entraînant des millions de travailleurs contre le plan Juppé, pour la défense de la sécurité sociale et des régimes spéciaux de retraite, montrent que la situation du syndicalisme n'est pas exactement la même que celle du mouvement ouvrier politique... (Programme CRI, p. 36)*

La place essentielle tenue par les bureaucraties syndicales en 1995 se résume ainsi : sauver Chirac-Juppé, faire passer la « réforme » de la Sécurité sociale en se dressant contre la grève générale (voir S. Just, *Le mouvement de novembre-décembre 1995*, GB). Mieux vaut ne pas commenter le niveau de conscience dont témoigne là le Groupe CRI.

La politique des directions des syndicats est aussi bourgeoise que celle des vieux partis traîtres. Quant à la nature des appareils syndicaux, supposée totalement différente de celle des ex-partis réformistes, cette distinction absurde est héritée de Lambert, qui l'a inventée pour couvrir son adaptation, puis la liquidation du PCI et la subordination du PT à la bureaucratie de FO et à sa maison-mère, l'AFL-CIO.

Il s'agit en fait du même phénomène, celui de la corruption des organisations ouvrières par la bourgeoisie, qui nourrit la tendance à s'intégrer à l'État bourgeois (pour l'achat des bureaucraties syndicales françaises, voir le dossier du journal patronal *Capital*, mars 2002). Pour liquider toutes les directions traîtres, la seule stratégie qui vaille est la révolution prolétarienne :

*Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leurs rapports avec l'État bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la 4<sup>e</sup> Internationale. (L. Trotsky, *Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, 1940, OCI, p. 32)*

La division du travail entre partis politiques faillis et directions syndicales corrompues est, pour des marxistes, un épiphénomène. Voilà pourquoi Lénine parle parfois des *partis ouvriers-bourgeois* pour dénoncer tous ceux qui font la politique de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, les appareils des syndicats inclus :

*Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industriels de guerre, au parlement et dans diverses commissions, dans des rédactions de solides journaux légaux ou dans les directions des syndicats ouvriers non moins solides et d'obéissance bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants des partis ouvriers bourgeois. (V. Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme », 1916, *Oeuvres* t.23, Progrès, p.129)*

Camarades du Groupe CRI, qui dirige la CGT ? Personne ? Qui dirige la FSU ? Qui dirige l'UNSA ? l'UNEF ? aucune force politique, *concrètement* ? Pourquoi les secrétaires généraux de la CGT-FO prennent-ils leur carte au PS ?

Le réformisme, à l'époque de l'impérialisme, est la contre-révolution dans le mouvement ouvrier. A ce titre, les bureaucraties ouvrières, qu'elles soient syndicales ou politiques, ne sont pas moins réformistes qu'auparavant. Soumises à l'exigence du capitalisme en décadence, elles sont *de plus en plus réformistes*.

## **Les lois Aubry sont-elles plus graves que l'écrasement de la révolution allemande de 1919 et que les guerres coloniales ?**

Les partis issus des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Internationales, les bureaucraties syndicales qui leur sont liées, ont irrémédiablement abandonné le programme de la révolution depuis 1914 et 1933 respectivement. Après la boucherie impérialiste de 1939 – 1945, ils ont empêché la classe ouvrière de liquider les États bourgeois, alors qu'une vague révolutionnaire dressait les masses contre les fauteurs de guerre. En France, sous la menace de la révolution prolétarienne, c'est la bourgeoisie, le gouvernement De Gaulle, qui ont accordé quelques concessions aux travailleurs. Le « réformisme » de leurs valets du PS, du PCF et des chefs de la CGT consistait surtout à désarmer les maquis, à condamner la grève, à intensifier les cadences :

*Une jeunesse qui doit réapprendre à savoir travailler, et à être dans l'atelier devant un métier un jeune Français courageux, patient...* (M. Thorez, secrétaire général du PCF et ministre de De Gaulle, discours à la jeunesse, 2 décembre 1944)

*Nous sommes parvenus à une nouvelle étape de la lutte des classes : la lutte de la nation contre les trusts sous la direction de la classe ouvrière... Les dirigeants des trusts multiplient les causes de mécontentement au sein de la classe ouvrière afin de la provoquer, de l'entraîner à la grève et au découragement... Pour ce faire, les dirigeants des trusts utilisent leurs agents, tels que les éléments trotskistes...*(G. Monmousseau, dirigeant de la CGT et du PCF, *Cahiers du Communisme*, juin 1945)

Les bureaucraties ont trahi encore durant la période dite des « 30 Glorieuses », puisqu'elles ont mené une politique réformiste, c'est-à-dire *ne nuisant pas fondamentalement aux intérêts du capital*, comme dirait le Groupe CRI qui ne conclut pas, malheureusement, contrairement aux marxistes : donc nuisant aux intérêts du prolétariat. Ils se sont drapés dans les habits réformistes pour faire croire aux masses que les acquis arrachés par la mobilisation ouvrière –et rendus possibles par la prospérité retrouvée- était le fruit de leur haute science négociatrice ou gestionnaire de l'État bourgeois. Ces partis traîtres ont soutenu l'impérialisme français contre les combattants malgaches, indochinois, algériens. Le PCF s'est prononcé contre le mot d'ordre d'indépendance et a voté les pouvoirs spéciaux en mars 1956 à Guy Mollet (PS-SFIO) ; celui-ci a envoyé le contingent faire la guerre en Algérie, puis a laissé les mains libres à l'armée pour torturer ; ni la CGT, ni FO n'ont mobilisé contre les guerres coloniales : voilà de bien curieuses « réformes » !

Depuis les années 1970, les conditions économiques étant beaucoup moins favorables à l'accumulation du capital, il lui est devenu encore plus insupportable de laisser la moindre miette à la classe ouvrière. L'espace pour les réformes étant réduit à presque rien, les bureaucraties syndicales, les partis ouvriers-bourgeois, toujours pour s'adapter aux intérêts du capital, ont mené de moins en moins une politique de « réformes ». Ce n'est donc pas parce que ces partis ont choisi d'être de moins en moins ouvriers et de plus en plus bourgeois que leur politique est de plus en plus bourgeoise. C'est au contraire parce que leur position d'agents de la bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière, conjointement avec la diminution de l'espace d'accumulation pour le capital, les a conduit à choisir d'accompagner les attaques contre les travailleurs et de mener une politique de plus en plus bourgeoise, faute de rompre avec le capital.

C'est parce que les conditions objectives de la révolution socialiste ne sont pas seulement mûres mais qu'elles ont commencé à pourrir que les vieux partis, liés corps et biens à la défense de ce vieux monde, entrent aussi en décomposition. Notons qu'il est également parfaitement cohérent d'affirmer que « seule *la lutte des classes est le moteur de l'histoire* » et que « *la social-démocratie est devenue (ou est en train de devenir) un des principaux partis de la bourgeoisie* » (*Contribution CRI*, p. 3), puisque cela revient à dire que la politique de ces partis est déterminée exclusivement de façon subjective, quelles que soient les conditions objectives, c'est-à-dire le développement des forces productives. Mais en tant que matérialistes, les marxistes donnent bien peu d'indépendance explicative à la subjectivité.

Ainsi, au-delà du fait que la nature de classe d'une organisation ne se définit pas exclusivement par la politique qu'elle mène, la position du Groupe CRI est parfaitement cohérente avec l'affirmation que les forces productives continuent de croître : le développement des forces productives ouvrant un espace pour des réformes favorables à la classe ouvrière, les partis ouvriers-bourgeois peuvent se permettre de revendiquer des réformes. Or, les partis ouvriers actuels n'utilisant pas cet espace pour revendiquer des réformes, cela voudrait dire qu'ils sont devenus entièrement bourgeois. Par conséquent, l'erreur qui consiste à affirmer que les forces productives continuent de croître conduit à l'affirmation erronée selon laquelle des partis ouvriers-bourgeois cessent d'être ouvriers à partir du moment où ils cessent de prôner les « réformes ».

Pour le CRI (comme pour le PT d'ailleurs), il y a un bon réformisme ; pour le Groupe bolchevik (et tout le Collectif), au contraire, la prétention de réformer, d'améliorer le capitalisme n'est rien d'autre que la feuille de vigne idéologique qui cache l'adaptation des appareils du mouvement ouvrier à la classe et à l'État bourgeois, quel que soit le ton plus ou moins « gauche » des bureaucrates. Depuis qu'elle est irrémédiablement passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois, par sa capitulation en 1914, jamais au grand jamais, pas plus en Suède qu'au Chili (*Contribution CRI*, p. 3), la social-démocratie n'a défendu les intérêts du prolétariat. Malgré l'apparente intransigeance vis-à-vis des sociaux démocrates, la « contribution » révèle un plat opportunisme à leur égard.

Les marxistes n'ont jamais considéré que les partis staliniens ou sociaux-démocrates recevaient un coup de chapeau quand on leur accrochait l'étiquette léniniste de « partis ouvriers-bourgeois ». C'est au contraire la marque de

l'infamie, de la trahison. Les militants qui forment le Groupe CRI ont cru, à l'école de Lambert, que cela voulait dire « mi chèvre-mi chou ».

Aujourd'hui, ils découvrent que ces partis (mais surtout le PS, selon eux) ont une politique entièrement bourgeoise (ce qui est un progrès de la subjectivité du CRI). Mais ils ne comprennent pas que, à l'échelle mondiale, les partis du type PS ou PCF n'ont pas pour autant changé de nature, au rythme de la conscience du CRI français : ils sont nés du prolétariat, comme instrument pour son émancipation, mais sont passés d'emblée sous le contrôle de la bourgeoisie (Parti travailliste de Grande-Bretagne ou d'Australie, Parti des travailleurs du Brésil) ou ont dégénéré en instruments de la bourgeoisie (SPD d'Allemagne ou PCC du Chili, DS ou PRC d'Italie).

Voilà ce que veut dire « ouvriers » quand on parle de ces partis. Voilà qui permet de comprendre pourquoi, après tant de trahisons, ils dirigent encore le mouvement ouvrier ; le prolétariat ne change pas d'organisation comme de chemise.

Tant que les militants révolutionnaires n'auront pas construit un Parti de type bolchevik, organisant une avant-garde soudée, influent dans le prolétariat, la social-démocratie et les morceaux décomposés et recomposés de l'ex appareil du Kremlin occuperont leur poste. Les proclamer « déchus » n'y changera rien. C'est la ligne du renoncement au combat pour arracher une avant-garde à l'emprise des partis traîtres, c'est la sourdine mise sur la nécessité de construire le Parti révolutionnaire :

*La classe ouvrière doit en quelque sorte repartir du début et reconstruire des partis. (Programme CRI, p. 10)*

De même que le capitalisme actuel n'est pas celui « du début », la situation organisationnelle de la classe ouvrière n'égale pas celle du début du XIX<sup>e</sup> siècle, contrairement à ce que sous entend le Groupe CRI. Dans certains pays où il n'y a jamais eu de partis représentants de la classe ouvrière, la constitution d'un authentique parti ouvrier (et non d'un parti des travailleurs, ce terme ne désignant pas la classe révolutionnaire) serait un progrès politique considérable pour le prolétariat. Mais, y compris dans ces pays, la tâche est partout de construire un Parti ouvrier révolutionnaire, armé du programme des quatre Internationales. Programme que le Collectif entend défendre, ce que la contribution du CRI méprise.

## **Le concret du CRI, c'est l'opportunisme**

*Il est douteux que ce texte permette de se diriger concrètement vers l'élaboration d'une stratégie générale et d'une orientation pratique dans la lutte de classe... (Contribution CRI, p. 1)*

Il ne reste plus au Collectif ainsi pourfendu qu'à se tourner vers l'analyse « concrète » de l'orientation du Groupe CRI. Car s'il nous paraît évident que toute tactique doit découler des résolutions stratégiques, principales, fidèles au programme révolutionnaire, et ne pas s'en écarter, il semble que le Groupe CRI ait l'échine plus souple.

Que font par exemple les militants du CRI à l'intérieur des syndicats ? Pourquoi le journal du CRI, *Le Cri des Travailleurs* ne reproduit-il pas les prises de positions syndicales des militants qui interviennent en son nom : motions, interventions, votes ? Dans sa déclaration programmatique, le Groupe CRI explique que « *les militants communistes révolutionnaires internationalistes [...] ne cherchent pas à imposer aux syndicats auxquels ils participent le programme du parti* » (p. 36). ) Y a-t-il d'un côté la politique et de l'autre le syndicat ? Chez Trotsky, non, et cette question n'est pas affaire de « circonstances » (*Programme CRI*, p. 36) :

*A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale. (L. Trotsky, *Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, 1940, OCI, p. 29)*

Dans l'enseignement, il semble que les militants du Groupe CRI adhèrent à FO. Ce ne sont pas les syndicats majoritaires de la profession. Le choix est par conséquent subjectif. Les militants du Groupe CRI, à l'université, n'adhèrent pas non plus à l'UNEF majoritaire. Le CRI a choisi la FSE (Fédération syndicale étudiante) :

*C'est pourquoi, avec des dizaines d'autres militants de sensibilités politiques diverses, les militants étudiants du Groupe CRI ont décidé de contribuer énergiquement à la construction d'un nouveau syndicat étudiant de lutte de classes, anti-capitaliste, de masse... (Le Cri des Travailleurs n°5-6, juin 2003)*

Las, le Groupe CRI ne prend-il pas ses désirs pour des réalités ? Les *sensibilités* en présence ne sont pas *diverses*, elles puent les obédiences *staliniennes* à plein nez. Pour l'essentiel, les regroupements qui constituent la FSE sont des débris de l'ancienne UNEF-SE (PCF), décidément encore une fois préférables à la social-démocratie qui contrôle l'UNEF.

Orientation « *lutte de classes* » pour la FSE, voilà au moins qui sonne radical :

*Nous refusons et condamnons la cogestion (et ceux qui la pratiquent) : on ne peut à la fois élaborer ou gérer les plans et les réformes du gouvernement et les combattre, on ne peut à la fois gérer la pénurie et défendre les droits des étudiants. Nous ne sommes pas des partenaires de l'administration. Nous ne reconnaissons comme légitime aucune instance dite représentative et démocratique, qu'elle soit locale ou nationale (CA, CEVU, CS, CNESER, CROUS, CNOUS, ...). (Charte de la Fédération syndicale étudiante)*

Les principes sont réaffirmés, passons aux choses sérieuses, une phrase après le passage que nous venons de citer :

*Cependant, le syndicalisme de lutte peut siéger dans les structures universitaires comme relais des luttes étudiantes, ainsi que pour recueillir les informations (pour les porter à la connaissance de tous les étudiants) permettant des analyses plus précises et pertinentes sur l'évolution de l'université. (Charte de la Fédération syndicale étudiante)*

Camarades du CRI, nous ne mangeons pas de ce pain-là et vous devriez le proscrire également de votre régime si vous voulez différencier lutte de classe et collaboration de classe, marxisme et opportunisme. Pendant les années où les trotskystes de l'OCI ont dirigé l'UNEF (non sans accrocs dans le drapeau), non seulement ils ne siégeaient pas dans les conseils, mais ils organisaient, *physiquement*, le boycott des élections aux instances de participation. Pensez-vous sérieusement qu'ils manquaient pour autant « d'informations » sur les plans de la bourgeoisie à la fac ? *Concrètement*, ils organisaient les délégations d'étudiants et quand une lutte éclatait, pas d'inquiétude, elle se frayait le passage jusqu'à la présidence de l'université si nécessaire. C'est à cette orientation « lutte de classe » que vous renoncez pour adopter celle des staliniens défenseurs de la loi Faure après la grève générale de mai 1968, celle des lambertistes qui ont imposé la participation à l'UNEF en 1982, parce que le gouvernement Union de la Gauche était au pouvoir.

Le Groupe CRI justifie la « construction » de la FSE par le fait que les étudiants n'auraient plus d'organisation syndicale, l'UNEF n'étant plus un syndicat :

*Aujourd'hui, l'Unef se réduit aux débris d'un appareil bureaucratique, composé principalement d'élus dans les conseils de co-gestion, sans aucune base de masse réelle parmi les étudiants. (Le Cri des Travailleurs n°5-6, juin 2003)*

Malheureusement la réalité n'a pas été d'accord avec les affirmations du CRI. C'est l'UNEF qui a contrôlé la mobilisation des étudiants contre les projets de Ferry à l'automne dernier. Pour trahir, évidemment ! Mais en quoi cela distingue-t-il cet appareil syndical de FO, de la CGT, etc ? En rien.

Par milliers, les étudiants se sont mobilisés et pour le CRI, si on en croit son journal sorti pendant la grève, l'UNEF est redevenue un syndicat :

*Que les syndicats étudiants (UNEF, FSE, SUD, CNT et CVSE) appellent, ensemble, de manière claire et nette, à la grève générale de l'Université jusqu'au retrait sans conditions des contre-réformes Lang-ECTS-LMD et Ferry... (Le Cri des Travailleurs n°9, novembre 2003)*

Voilà comment l'absence de stratégie et de principes, comment l'empirisme et la tactique conduisent aux zigzags opportunistes.

## **Quand la contribution du CRI considère que le Collectif « prend ses rêves pour des réalités »**

*Argentine : révolution... ou soulèvement populaire limité et partiel ? (Contribution CRI, p. 4)*

La contribution répond sans équivoque : il n'y a pas eu de révolution en Argentine. Pour l'auteur de ces lignes, on ne doit utiliser le terme de révolution que si elle est victorieuse.

Sinon, *les petits sages* moquent votre exaltation. *Les petits sages* qui n'ont donné aucune position pendant les événements et qui deux ans après, éclairent le Collectif en deux lignes saisissantes :

*Une appréciation correcte de ce qui s'est passé en Argentine en 2001-2002 consiste donc à dire qu'une partie des masses populaires a réalisé les premiers pas d'une mobilisation **pré-révolutionnaire** partielle ; un point, c'est tout. (Contribution CRI, p. 4, souligné dans le texte)*

Quelques rappels s'imposent.

---

Extrait de l'article « Pour la révolution socialiste en Argentine, quelles perspectives après les journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre ? », *Révolution Socialiste*, février 2002

### **Le combat spontané du prolétariat déborde les directions syndicales et chasse l'exécutif**

Au cours des grèves, notamment en novembre 2000, suite à l'assassinat d'un travailleur par la police, l'action des ouvriers fit resurgir les piquets de grève ; les chômeurs généralisèrent pour leur part des barrages de routes dans tout le pays. La grève générale du 13 décembre à l'appel des trois confédérations syndicales, les deux CGT et la CTA fut massivement suivie, non seulement par la classe ouvrière mais aussi par les chômeurs et leurs organisations de « piqueteros » et par la fraction de la petite-bourgeoisie ruinée par la crise.

*Cordoba, la deuxième ville du pays, avec 1,3 million d'habitants, et la troisième province d'Argentine avec une population de 3 millions, ne parvient pas à se résigner à la déchéance. Ils étaient plusieurs milliers, jeudi 13 décembre 2001 à le montrer dans les rues, jusqu'au centre, où*

*les manifestants ont décidé de converger. Comme dans les autres grandes villes du pays, la grève générale est largement suivie : pas de transports, pas de ramassage des poubelles, grève dans les hôpitaux, les écoles, les universités, les commerces mis en berne. (Le Monde, 15 décembre 2001)*

Cette grève, malgré les bureaucraties bourgeoises au sommet des syndicats, fut utilisée par les masses pour répondre aux dernières mesures du gouvernement, mesures annoncées le 3 décembre : suspensions du paiement des retraites et des pensions, maintien depuis l'été de la baisse de 20% des salaires des fonctionnaires, enfin l'interdiction pour tout épargnant de retirer plus de 250 pesos par semaine, à peu près 300 euros. Ces mesures sont toutes destinées à payer les intérêts de la dette contractée par l'État bourgeois, à maintenir un taux d'exploitation permettant la survie du capital.

Cette journée d'action du 13 décembre avait pourtant été annoncée par les dirigeants syndicaux la mort dans l'âme, et ils avaient dans leurs mots d'ordre, fait office de conseillers de la bourgeoisie en exigeant une autre politique, celle de la dévaluation du peso pour en finir avec la domination de l'« étranger ».

Face à la crise économique, la classe ouvrière argentine a saisi l'occasion de combattre, débordant le cadre d'une journée d'action qui devait servir de soupape de sécurité. Quelques jours après, c'était la chute du gouvernement et de De la Rúa.

### **Les journées des 19 et 20 décembre posent la question du pouvoir**

Poursuivant la grève générale massive du 13 décembre contre les mesures d'austérité du gouvernement de De la Rúa et de son ministre de l'économie Cavallo, les travailleurs argentins, les jeunes, les chômeurs sont descendus spontanément par centaines de milliers dans les rues des plus grandes villes du pays aux cris de « Dehors Cavallo ! » « Dehors De la Rúa ! » « Qu'ils s'en aillent tous ! ».

*Après la province, théâtre de manifestations de mécontentement depuis plusieurs jours, l'explosion de colère s'est propagée le mercredi 19 après midi à Buenos Aires où plusieurs quartiers du centre-ville ont vécu un climat de panique. « Buenos Aires nous voilà. Va t-en De la Rúa ! » scandaient des manifestants armés de lance-pierres et exigeant le départ du chef de l'État et de M. Cavallo. (Le Monde, 21 décembre 2001)*

Contre la récession qui paupérise tous les prolétaires et ruine la petite bourgeoisie, les masses ont répondu par l'attaque et la tentative de prise de contrôle de magasins, de supermarchés, malgré la police défendant la propriété privée avec gaz lacrymogènes et balles de caoutchouc. Cependant, la confiscation des moyens de consommation ne peut être qu'une étape. Soit les magasins se videront, soit la police les sauvera, si le prolétariat ne met pas la production sous son contrôle, et pas seulement la distribution.

Dans certaines villes, les insurgés tentèrent de prendre la mairie ou de faire brûler la maison du gouverneur corrompu de la province. Que se soit pour exproprier les réserves de nourritures ou pour s'attaquer aux institutions bourgeoises gouvernant le pays, le prolétariat argentin, affamé par la crise capitaliste, a spontanément affronté l'appareil d'État. La police argentine a réprimé très durement émeutes et manifestations faisant en 24 heures une dizaine de morts et des dizaines de blessés. De son côté, le pouvoir bourgeois, dont la tradition en matière de répression n'est plus à faire, décrétait l'état de siège.

*Après 42 mois de récession, une violente explosion sociale a éclaté en Argentine, mercredi 19 décembre, libérant la colère des plus démunis mais aussi de la classe moyenne. Marquée par des manifestations, par des attaques de bâtiments publics et par des pillages de magasins et de supermarchés, au cours desquelles cinq personnes ont été tuées (en fait 8 au soir du 19) et une centaine d'autres blessées, la journée a débouché sur une crise politique. (Le Monde, 21 décembre 2001)*

Le soir même Cavallo et le gouvernement démissionnaient, alors que la mesure d'état de siège mettait un peu plus le feu aux poudres. A 1 h du matin, des centaines de milliers de manifestants exigeaient la chute du président devant le palais présidentiel de la place de Mai à Buenos Aires. Affrontant l'état de siège, les masses révoltées, en particulier la jeunesse, s'affrontaient à la police et essayaient de mettre le feu au ministère de l'économie, symbole des mesures d'austérité.

L'état de siège n'aura tenu qu'une journée. Le soir d'une deuxième journée de soulèvement dans le pays, le président De la Rúa démissionnait, quittant en hélicoptère le palais présidentiel devant lequel les affrontements se faisaient de plus en plus durs. Le bilan de la répression au soir du 20 était de 32 morts, des centaines de blessés, des dizaines d'arrestations. Loin d'être des pillards ou voleurs comme les médias bourgeois veulent le laisser entendre, les masses argentines étranglées par la récession économique depuis 4 ans ont fait chuter le gouvernement bourgeois De la Rúa-Cavallo.

### **Le pseudo bonaparte Duhalde s'appuie sur la collaboration des classes et maintient le pouvoir bourgeois**

La démission du gouvernement et du président illustrent la force du mouvement des masses. Mais pour que le débouché soit favorable à ceux qui ont manifesté, il faut une réponse positive à la question : Qui doit diriger le pays ?

Faute de pouvoir y répondre, le prolétariat laisse le terrain libre aux manœuvres de la classe dominante, dont l'appareil d'État, et en particulier l'armée et la police sont intacts.

Saa, péroniste, n'est président que quelques jours. Pour lui succéder, le parlement nomme un troisième président, Duhalde, le candidat péroniste battu aux présidentielles de 1999. Duhalde est chargé de sauver la situation en employant les vieilles recettes nationalistes héritées de Perón.

*Cependant, le gouvernement « d'union nationale » qu'il met en place, vertébré par le parti péroniste, a été accueilli par de nouvelles manifestations, « par de nouveaux concerts de casseroles qui ont résonné comme autant de coups de semonce » (Le Monde, 4 janvier 2002).*

*Duhalde a annoncé que le plan de création d'un million d'emplois serait maintenu mais le réoriente vers un "programme d'emploi et de formation pour les chefs de famille sans travail", reprenant ainsi la proposition du FRENAP (Front contre la pauvreté) qui a réuni autour de son projet, 3 millions de signatures, une semaine avant la chute de Fernando De la Rúa. (L'Humanité, 3 janvier 2002)*

En dévaluant de 30 % le peso le 6 janvier, en prolongeant l'attaque contre les salaires et les travailleurs, en maintenant l'interdiction de retrait d'argent pour préparer les conditions politiques d'un nouveau prêt du FMI, Duhalde a répondu aux désirs de la classe bourgeoise.

Depuis, les manifestations n'ont pas cessé, chômeurs et jeunes poursuivent les attaques de banques et de supermarchés et s'affrontent au pouvoir. Dans ce processus, les masses cherchent leur propre moyen d'expression et d'action. Quelques éléments d'auto organisation sont nés dans le cours de la lutte (comités de quartier, milices ouvrières) mais ils restent limités faute de perspective politique."

Pendant ce temps là, à Paris, en proie à une crise de subjectivité, le rédacteur n'avait pas de position sur la situation en Argentine où il se passait cependant quelque chose... Il attendait la victoire pour récompenser l'activité des masses argentines du titre glorieux de « révolution prolétarienne ».

Quand la révolution a reflué sous les coups de l'État bourgeois que le prolétariat n'a pas disloqué, parce qu'il n'avait pas de direction révolutionnaire, parce que tous les appareils, tous les renégats du trotskysme se sont dressés contre le développement et la centralisation de ses organes de lutte, à ce moment-là, le *petit sage* a enfin une position :

*Le prolétariat et les masses d'Argentine, faute d'avoir pu poursuivre leur mobilisation, [ont] choisi un retour à l'ordre en renouvelant par leur vote leur soutien au péronisme le plus traditionnel... Là encore, nier qu'il y ait une « crise de la subjectivité » en Argentine comme ailleurs, c'est s'aveugler au lieu d'examiner lucidement la situation, qu'elle nous plaise ou non. (Contribution CRI, p. 4)*

Voilà, l'observateur mesuré a rendu son verdict : le prolétariat, à cause de son faible niveau de conscience, a fait le choix de l'ordre, des urnes et du péronisme ! La contribution n'hésite d'ailleurs pas à baptiser ce dernier « représentation politique traditionnelle » des masses à la page suivante. Cela illustre une fois de plus que le Groupe CRI ne comprend rien à la différence entre parti bourgeois et parti ouvrier-bourgeois.

Parce que cette discussion politique est importante, elle mérite que l'on caractérise ces positions. Au risque d'agacer le Groupe CRI qui n'aime pas que l'on prenne Trotsky trop au sérieux, citons :

*Une « politique fausse des masses » s'explique par leur « non-maturité » ? Mais qu'est-ce que la « non-maturité » des masses ? De toute évidence, c'est leur prédisposition à suivre une politique fausse. En quoi consistait cette politique fausse ? Qui en étaient les initiateurs ? Les masses ou les dirigeants ? Notre auteur n'en dit mot. Et au moyen de cette tautologie, il transfère la responsabilité sur les masses. Ce truc classique, utilisé par tous les traîtres et déserteurs, ainsi que par leurs avocats, est particulièrement révoltant quand il*

*s'agit du prolétariat espagnol.* (L. Trotsky, « Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? », 1939, *Oeuvres* t. 20, ILT, p. 323)

*Ce truc est particulièrement révoltant quand il s'agit du prolétariat argentin.*

Quelle ligne lui aurait permis de vaincre ? Pour le rédacteur de la contribution, pas celle du Collectif, c'était une « *orientation trop unilatérale* » (*Contribution CRI*, p. 4). Que les camarades du Groupe CRI nous en excusent, mais nous prenons cela pour un compliment : oui, le Collectif a essayé de rester toujours axé sur la défense des intérêts fondamentaux du prolétariat et pas d'une autre classe. Il s'est méfié des lignes zigzagantes, sans doute plus « multilatérales » parce que se souciant comme d'une guigne de l'issue de la lutte engagée. Il s'est efforcé d'avancer l'orientation d'un véritable Parti ouvrier révolutionnaire qui fait tant défaut, en Argentine comme partout.

Nous avons lu avec stupéfaction que pour le rédacteur de la contribution (p. 5), les « *mots d'ordre transitoires* » sont moins rouges que les « *soviétistes* » et donc plus appropriés à l'Argentine de 2001 – 2002 ! Il n'appelle pas « *transitoires* » les mots d'ordre d'autodéfense du prolétariat, de constitution de ses comités. Il a tort : ces mots d'ordre, dans « *les conditions actuelles et la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière* » conduisent « *invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat* ». Mais les sceptiques ne se taisent pas : « Mais est-ce bien le moment de la proclamer ? » La 4<sup>e</sup> Internationale, répondons-nous, n'a pas besoin d'être « proclamée ». Elle existe et elle lutte. Est-elle faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste à l'écart.

Le CRI préfère le mot d'ordre de « *constituante libre et souveraine* ». La ligne de l'assemblée constituante en Argentine explique pourquoi le Groupe CRI discute avec les correspondants du PTS argentin, la FTSI France, et pourquoi il est si critique envers l'Appel soutenu par la LOI argentine. S'il avait été en Argentine, il aurait donc poussé du côté de la restauration du parlementarisme, quand les masses ont chassé du pouvoir un président élu, un gouvernement représentatif de l'assemblée. Il aurait prêté la main à la remise en selle de la bourgeoisie. Quand la constituante, nœud coulant autour du cou du prolétariat, aurait eu fait son œuvre (comme en France en 1945 ou au Brésil en 1986 par exemple), il aurait retrouvé sa voix pour geindre sur le peu de conscience du prolétariat qui « *fait le choix des urnes* ».

*Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but : il a en vue un but différent...* (R. Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?* 1899, *Oeuvres* t. I, Maspero, p. 73)

Au moment où il défendait le mot d'ordre d'assemblée constituante pour la Chine de 1929, Trotsky avait mis en garde contre tout emploi généralisé et atemporel de tels mots d'ordre :

*Le parti doit se souvenir que, par rapport à son objectif principal (la conquête du pouvoir les armes à la main), les mots d'ordre démocratiques n'ont qu'un caractère secondaire, provisoire, passager, épisodique.* (L. Trotsky, *La Question chinoise après le 6<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste*, 1928, *Oeuvres* t. II, ILT, p. 295)

Le slogan démocratique d'assemblée constituante a été employé par le Parti bolchevik, puis par l'Opposition de gauche de la 3<sup>e</sup> Internationale et la 4<sup>e</sup> internationale pour des cas où les masses n'ont pas fait l'expérience du parlementarisme, de la démocratie bourgeoise. La 4<sup>e</sup> Internationale de Trotsky n'envisageait aucunement la revendication d'Assemblée nationale ou constituante dans les situations de démocratie bourgeoise :

*Le mot d'ordre d'assemblée nationale -ou constituante- conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde.* (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale*, 1938, GB, p. 33)

Voilà pourquoi le Groupe bolchevik considère que ce mot d'ordre démocratique peut encore garder un sens révolutionnaire pour la Palestine. Sans cacher que seuls la révolution prolétarienne et les États-Unis socialistes du Proche-Orient résoudre les questions nationales, les révolutionnaires peuvent faire aujourd'hui de l'Assemblée constituante de toute la Palestine un levier pour unifier le prolétariat juif et arabe, contre l'État colonial d'Israël et les trahisons des directions bourgeoises arabes cléricales ou laïques.

Si on en croit son journal, le Groupe CRI n'entend pas les choses ainsi : la constituante n'est pas un moyen mais une fin. Bien sûr chacun a le droit de « *définir lui même la forme et le contenu* » de tout mot d'ordre, mais dans ce cas, la confusion empêche vraiment de s'y retrouver : un gouvernement non ouvrier est chargé de convoquer une constituante à laquelle l'article donne la physionomie d'un Soviet ?

*Gouvernement d'unité des organisations ouvrières et populaires arabes et juives non sionistes chargé de préparer et de convoquer une Assemblée constituante souveraine réunissant les délégués élus, mandatés et révocables des travailleurs juifs et arabes qui décidera de la forme et du contenu de la République palestinienne !* (*Le Cri des Travailleurs*, février 2003)

Ce méli-mélo a un avantage que n'offrent pas les lignes rédigées par Trotsky dans *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale* : passer pudiquement sur l'insurrection, la prise du pouvoir, le renversement de l'État bourgeois et de ses institutions et rester joliment sur une ligne de la démocratie jusqu'à la fin du conte de fées. Comparons :

*A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, **en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale**, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par la nature de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard les soviets doivent **renverser la démocratie bourgeoise**. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale, 1938, GB, p. 33)*

L'Appel est fidèle à cette orientation « très unilatérale », ce qui n'a pas les faveurs de la contribution du CRI (p. 6) :

*Le point 17 de l'appel est beaucoup trop abstrait et propagandiste. On y lit en effet : « Nous combattons pour la destruction de l'État d'Israël et pour un État palestinien laïque, démocratique et non raciste, pour un gouvernement ouvrier et paysan dans la perspective d'une Fédération de Républiques socialistes du Moyen-Orient. »*

L'Appel n'a rien à voir, lui, avec les formules chafouines et réformistes de Lambert & Gluckstein :

*Établissement de la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu (Charte du Parti des travailleurs français, pt 4) ; La 4<sup>e</sup> Internationale, sous les formes appropriées aux divers pays, combat pour la réalisation de la démocratie, sous les formes et dans le contenu que les peuples souverains eux-mêmes seront amenés à établir. (Quatrième congrès mondial de la 4<sup>e</sup> Internationale, La Vérité n°24, mai 1999)*

Révisions qu'ils ont trouvées chez Bernstein :

*La démocratie est un outil pour instaurer le socialisme et la forme même de sa réalisation. (Les Présupposés du socialisme, 1899, Seuil, p. 174)*

Prendre au sérieux le programme, ce serait de la « métaphysique ». Pour le CRI, le programme sert à décorer la vraie politique : la « tactique ». Suit la manière dont le Groupe CRI propose, lui, de « faire une politique concrète » : « élaborer des mots d'ordre de transition pour intervenir concrètement dans la lutte de classe (Fort bien, mais lesquels ?) ; faire converger **ces mots d'ordre (lesquels ?** s'il vous plaît monsieur le concret) vers celui d'Assemblée constituante palestinienne [...] c'est là un mot d'ordre indispensable [...] pour que les masses] comprennent que la seule solution pour en finir avec la spirale de la violence sioniste est la **substitution** à l'État sioniste lui-même d'une République... »

Une ligne de prestidigitateur en gants blancs ! par un tour de passe-passe, la République palestinienne est « substituée » à l'État sioniste. Vraiment, camarades du CRI, vous trouvez cela concret ? Ou simplement plus facile à fourguer par les temps qui courent ? Autre tour remarquable, le paragraphe du journal du CRI de février 2003 que nous avons cité plus haut s'ouvre par la phrase suivante :

*Vive l'Intifada et la résistance palestinienne*

N'est-elle pas contradictoire dans « la forme et le contenu » avec celles-ci :

*Depuis l'automne 2001, on n'assiste pas à une lutte héroïque du peuple palestinien en tant que tel, mais uniquement à un « résistance passive »... Le peuple palestinien, et en particulier son prolétariat est plongé au contraire dans une relative apathie... (Contribution CRI, p. 5)*

Le Groupe CRI ne saurait avoir une position pour ses lecteurs et une autre pour le Collectif, ou plutôt contre lui.

## **Encore une fois : Qui est abstrait ? Qui est concret ?**

Lors des élections présidentielles en France (de fin avril à début mai 2002), le Groupe bolchevik a combattu, à la mesure de ses forces, sur l'orientation suivante :

*Tous les partis et syndicats ouvriers doivent écraser le Front national et organiser le boycott du second tour.*

*Classe contre classe : aucune voix ouvrière pour Chirac ou pour Le Pen ! (titre du tract du 26 avril 2002)*

Le Groupe bolchevik a utilisé le mot d'ordre de boycott comme un appel à l'activité politique des masses et comme une dénonciation de la politique des appareils traîtres et de leurs valets « centristes » qui soutenaient directement Chirac ou jouaient la neutralité.

Le Groupe CRI déclare qu'il est d'accord avec le mot d'ordre de boycott, mais pas avec la grève. Alors il faut comprendre que le Groupe CRI n'était pas pour le boycott mais pour l'abstention : les travailleurs allaient au boulot le samedi, ils s'abstenaient de deuxième tour le dimanche et ils retournaient au boulot le lundi. Cela signifie que le Groupe CRI ne pensait pas un instant que le prolétariat et la jeunesse avaient la puissance de modifier la donne, d'imposer le boycott du deuxième tour, c'est à dire d'empêcher qu'il se tienne.

Au contraire, parce qu'il était pour le boycott, le Groupe bolchevik n'a pas borné ses mots d'ordre à la question du bulletin de vote, il a expliqué :

*Le front unique ouvrier peut briser Le Pen et son FN : ainsi, le 1<sup>er</sup> mai, les travailleurs et la jeunesse peuvent lui interdire la rue ce jour de tradition ouvrière, de lutte internationale du prolétariat. (tract du 26 avril 2002)*

La contribution tire l'oreille des rêveurs que nous serions : la grève « *n'était pas alors à l'ordre du jour et était loin de correspondre à l'état d'esprit des masses.* » (p. 6) Et le boycott, camarades, correspondait-il à l'état d'esprit des masses ? Et la dispersion du FN par la force ? Non bien sûr, ce qui correspondait à l'état d'esprit des masses, à cause de toutes les directions et de leurs auxiliaires centristes (le PS et le PCF avaient l'air d'influencer encore quelques... millions), c'était le vote Chirac. Fallait-il s'adapter ? ou définir la ligne qu'un Parti ouvrier révolutionnaire aurait développée dans cette situation ?

## **La « tactique » concrète du vote Lula-Alencar au Brésil...**

*On ne peut pas mettre sur le même plan le soutien... à la coalition électorale Lula-Alencar, puis au gouvernement depuis janvier 2003, d'une part et l'appel à voter Lula au second tour de l'élection présidentielle en octobre 2002, d'autre part. (Contribution CRI, p. 7)*

L'Appel des Cinq se garde bien d'écarter pour toujours et en toute circonstance le vote pour un candidat d'un « parti ouvrier bourgeois » comme le PT brésilien, le PT britannique, le SPD allemand, le PCF ou le PS français, etc. en particulier quand le parti révolutionnaire ne peut présenter de candidate, de candidat.

*Nous ne participons pas aux élections présidentielles ?... Il est possible de soutenir le candidat stalinien... (L. Trotsky, « Discussions avec les visiteurs du SWP », 1940, Œuvres t. 24, ILT, p. 140 & 142)*

La présentation d'un candidat communiste, révolutionnaire et internationaliste est une question qui n'intéresse pas le critique du CRI, parce que, voyez-vous, il est « concret ». Il a, avec sa modestie coutumière, intimé aux cinq organisations de « *ne pas prendre [leurs] rêves pour des réalités* » (p. 4) et de « *rompre avec le lambertisme* » (p. 2).

Le rédacteur voit la paille dans l'œil du Collectif, mais pas la poutre dans le sien.

*L'appel à voter Lula dans un contexte qui n'était nullement révolutionnaire était juste... (Contribution CRI, p. 7)*

D'une part, la position qu'il défend est exactement celle des organisations brésiliennes *moréniste* (PSTU) et *lambertiste* (O Trabalho) :

*Ce qui domine dans l'élection de Lula, c'est le fait que tout un peuple, 53 millions de travailleurs, de paysans, de sans-terre, de jeunes, de « favelados »... se sont regroupés comme classe autour du PT. (La Vérité, organe de la « 4<sup>e</sup> Internationale » lambertiste, n° 32, mars 2003)*

D'autre part, le donneur de leçons prend ses rêves pour la réalité : au second tour de l'élection présidentielle, le PT a décidé de présenter une candidature conjointe de Lula da Silva et de José Alencar, pour la présidence et pour la vice-présidence.

*A aucun moment, je n'hésiterai à m'acquitter de chaque propos **que José Alencar et moi-même avons tenu durant notre campagne.** Pendant la campagne, **nous** n'avons fait aucune promesse absurde. Ce que **nous** disions - et je vais le répéter maintenant - c'est que nous allons recouvrer la dignité du peuple brésilien...Ma foi en Dieu me dit que l'on va assurer à chaque Brésilienne et à chaque Brésilien qu'il puisse, chaque jour que Dieu fait... (L. da Silva, Discours d'investiture, 1<sup>er</sup> janvier 2003, souligné par nos soins)*

Alencar est sénateur d'une formation bourgeoise (le Parti libéral), un patron (l'entreprise textile Cotenimas avec un chiffre d'affaires de plus 300 millions de dollars et un effectif de plus de 15 000 salariés) et un chef de secte chrétienne, anti-noire et homophobe (les Pasteurs de l'Église universelle du Royaume de Dieu). L'alliance du PT avec le PL, de Luiz « Lula » da Silva avec Alencar, était déjà la manifestation du caractère bourgeois de leur programme, entérinée depuis par leur pratique gouvernementale criminelle.

Dans ces conditions, celles de la réalité, pas celles arrangées par le rédacteur de la contribution, quelle sorte de « trotskyste » pouvait voter pour la doublette incarnant le front populaire PCB-PCdoB-PT-PL-PMDB, pour le colistier Alencar ?

*Tout le monde savait que les masses allaient se saisir de cet événement électoral... Tout le monde savait que le prolétariat et les paysans pauvres allaient massivement voter pour Lula **malgré** Alencar... (Contribution CRI, p. 7, souligné dans le texte)*

Tout à son souci d'inventer des « tactiques » qui lui permettent l'économie de l'application des principes, le dirigeant du CRI propose de négliger Alencar, si important pour da Silva, dit Lula. Alencar est un détail pour « *tout le monde* », dit-il, c'est-à-dire pour les réformistes et leur flancs-gardes, les révisionnistes du trotskysme, les liquidateurs pablistes, morénistes et lambertistes de la 4<sup>e</sup> internationale.

Voter ou pas pour un candidat « réformiste » est certes une question tactique. Mais la question du front populaire, de l'alliance des organisations ouvrières avec les représentants de la bourgeoisie n'est pas une question de tactique, c'est une question de principe. Elle délimite les bolcheviks des mencheviks, parce qu'elle oppose défense de l'ordre bourgeois à révolution :

*La question des questions est à présent celle du front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, afin de pouvoir continuer en pratique à mener leurs petites affaires. En réalité, à notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme. (L. Trotsky, « Lettre au PSR », 1936, Œuvres t. 10, EDI, p. 248)*

### **... pour que les masses éprouvent « la trahison dans leur chair »**

Les bolcheviks, quand ils appellent à voter, *malgré* leur programme bourgeois, pour les candidats d'autres partis ouvriers, disent, pour les démasquer : *Rompes avec la bourgeoisie ! Prenez seuls le pouvoir !* Il s'agit d'une tactique de front unique *ouvrier* sur le terrain électoral.

Mais comment défendre cette orientation en votant Lula-Alencar au deuxième tour de la présidentielle brésilienne ou pour « la gauche » au deuxième tour des régionales françaises ?

Les Verts, le Parti radical, le MRC ou le patron Alencar importent peu à LO, à la LCR et au rédacteur de la contribution du CRI, puisque leur théorie commune de « *la crise de la subjectivité* » attribue la responsabilité des défaites aux masses et non aux appareils. Les alliances de ceux-ci avec les représentants de la classe exploiteuse et dominante matérialisent le caractère bourgeois du programme des partis traîtres, la nature bourgeoise de leur politique qui est contraire à leur origine ouvrière, qui est opposée aux aspirations des masses laborieuses qui votent pour elles pour s'opposer aux partis bourgeois.

Peu importe le front populaire, pour les centristes de tout poil, puisque, aujourd'hui, il convient, comme « *tout le monde* », de suivre les masses dans leur prétendue confusion envers la coalition PCB-PCdoB-PT-PL-PMDB, leurs prétendues illusions envers da Silva et Alencar. Peu importe le parti, demain le prolétariat et la paysannerie pauvre résoudre tout seuls le problème, quand ils seront dessoûlés, quand leurs yeux s'ouvriront.

*Pour qu'ils comprennent la véritable nature de Lula et du PT (parti ouvrier-bourgeois), il fallait qu'ils fassent leur propre expérience, qu'ils éprouvent la trahison non pas sur le papier, mais dans leur chair. (Contribution, p. 7)*

Pour le rédacteur de la « contribution » signée du Groupe CRI, l'organisation révolutionnaire ne sert pas à grand chose. Face aux illusions des masses, elle doit s'aligner sur elles. Plus tard, les masses comprennent toutes seules (en tout cas, pas grâce à ceux qui se sont accommodés d'Alencar) au prix, certes, de quelques souffrances... que l'auteur considère avec beaucoup de détachement.

*En réduisant à zéro la signification du parti et de sa direction, ces sages nient la possibilité d'une victoire révolutionnaire en général. (L. Trotsky, « Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? », 1939, Œuvres t. 20, ILT, p. 333)*

Peu importe à la contribution du Groupe CRI que les masses brésiennes aient déjà éprouvé, depuis des années, « *dans leur chair* », les conséquences des pactes avec la bourgeoisie du PT et de la direction de la CUT.

---

Extrait de « Face à la collaboration de classes et à la capitulation devant l'impérialisme du gouvernement de Lula et du patron Alencar, il faut un véritable gouvernement des ouvriers et des paysans », *Révolution Socialiste* n° 7-8, mars 2003

Le Parti des travailleurs (PT) est constitué en 1979. Il est profondément ouvrier par ses liens avec les nouveaux syndicats de masse. Il se constitue en dehors et en face des partis bourgeois, et surtout embrasse l'aspiration des masses à en finir avec les militaires et rassemble rapidement des militants ouvriers de différentes tendances, dont les courants se réclamant du trotskysme.

Toute organisation révolutionnaire combattant pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire se devait de participer à la constitution du PT. Mais c'était là une nécessité tactique, sur la ligne stratégique de la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Le PT n'était pas et ne pouvait, dans sa totalité et comme tel, devenir le parti ouvrier révolutionnaire. En effet, la création du PT face à la dictature militaire est un pas en avant, mais l'apparition d'un parti ouvrier en fait immédiatement un enjeu pour les classes fondamentales.

*Il peut devenir un parti réformiste, cela dépend du développement. Ici se pose la question du programme. Il nous faut un programme de revendications transitoires, dont la plus achevée est celle de gouvernement ouvrier et paysan. Nous sommes pour un parti, pour un parti indépendant des masses laborieuses, qui prendra le pouvoir dans l'État. (Trotsky, Discussion sur la question du parti ouvrier, 1938)*

Une vieille institution réactionnaire, l'Église catholique, l'investit massivement au compte des possédants :

*Le PT créé en octobre 1979 fut constitué par deux groupes principaux : les militants syndicaux et les communautés ecclésiastiques de base. (Histoire du syndicalisme dans le monde, p.346)*

Par l'intermédiaire de l'Église catholique et de l'Internationale socialiste, avec la complicité des pseudo-trotskystes (morénistes, pablistes et lambertistes), la bourgeoisie a rapidement domestiqué le nouveau parti. Le PT est devenu un parti « réformiste », ce que Lénine appelait un parti ouvrier-bourgeois, c'est à dire un parti né du combat de la classe ouvrière, mais contrôlé par les agents de la bourgeoisie.

Le PT, de manière peu démocratique, ne tient son premier congrès qu'en 1990. Auparavant, la direction du parti parle vaguement de « socialisme », mais ne se fixe aucunement pour but l'expropriation des capitalistes ni le pouvoir des travailleurs. Son véritable programme, la défense du capitalisme, se dégage peu à peu de sa pratique.

Malgré leur refus de combattre pour chasser les militaires du pouvoir, le PT et la CUT vont capter une large part des masses brésiliennes. En 1985, lors de la « transition démocratique », le PT et la CUT se gardent bien de se poser en candidats au pouvoir : pour eux, la constitution bourgeoise doit prévaloir.

Pourtant, faute d'un parti ouvrier révolutionnaire, la croissance du PT va se poursuivre. En 1989, lors de sa première candidature à la présidence de l'État bourgeois, Lula est battu au second tour des présidentielles par Collor, réunissant pourtant 48% des voix. La bourgeoisie s'est alors déchaînée contre le spectre du « socialisme » et le programme « totalitaire » du PT.

Pourtant le PT avait, déjà à l'époque, négocié le soutien de plusieurs partis bourgeois entre les deux tours : PSDB et PMDB. Cet échec va un peu plus accentuer le caractère bourgeois de sa politique. En 1992, alors que de puissantes grèves sont imposées par les travailleurs à la bureaucratie de la CUT et au PT contre la politique de Collor et sa corruption, Lula refuse de se ranger aux côtés des grévistes. En 1994, Lula perdra les élections présidentielles ; quelques semaines avant, il avait refusé de soutenir la grève des employés de banques et de Petrobras (entreprise nationale pétrolière) contre les mesures de Cardoso.

En 1992, la direction Lula du PT exclut ceux qui appellent à juste titre à manifester aux côtés des centaines de milliers de travailleurs pour chasser Collor et son gouvernement. Les militants expulsés forment le PSTU en 1994.

Dans ces années-là, la direction du PT va engendrer des équipes de gestionnaires municipaux (Porto Alegre, entre autres), de députés, préfets ou gouverneurs des États provinciaux (le Brésil est un État fédéral). Les liens avec le prolétariat vont se distendre. Par exemple, Palocci, le ministre tant aimé des banquiers impérialistes se fera une réputation en tant que maire privatisant les services publics de sa ville. Régulièrement, contre des grèves, contre les occupations de parcelles de terre, la police des villes et des États dirigés par le PT réprime, blesse et tue parfois.

La direction de la CUT étant constituée essentiellement du PT, elle pratique les accords salariaux pourris. Comme ses homologues d'Italie, d'Espagne ou de France, la CUT négocie les attaques contre les retraites et la sécurité sociale.

L'appareil de la CUT et celui de l'organisation paysanne MST (Mouvement des Sans-Terre) ont condamné le projet ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) de l'impérialisme nord-américain. Mais sur une base chauvine et sous le patronage de l'Église et de l'Union européenne.

Évidemment, la bureaucratie syndicale soutient le gouvernement de front populaire Lula-Alencar. La politique du PT et de la direction de la CUT est celle de l'aristocratie ouvrière avide des miettes que leur laissent les patrons, au détriment des revendications fondamentales du prolétariat, en particulier de ses couches les plus exploitées ou rejetées de la production. Mais dans un pays dominé, même vaste et industrialisé comme le Brésil, les couches privilégiées des travailleurs sont réduites et vulnérables, comme le prouve l'Argentine.

Le sort de plus de 10 millions de paysans sans terre a été laissé aux mains du MST, organisation de paysans sous direction de l'Église catholique. La question est brûlante : depuis 1985, plus de 1 000 paysans pauvres désarmés par l'Église ont été assassinés par des tueurs à gages ou des milices privées des grands propriétaires.

---

Il en faut encore plus au rédacteur de la contribution signée du Groupe CRI. Sous couvert de trotskysme « non sclérosé » (p. 2) et de « nouvelle Quatrième internationale » (p. 11), il s'agit de la vieille recette centriste : les

travailleurs doivent faire l'expérience du front populaire, qu'ils ont voulu et mérité. Comme en Espagne en 1936 ou au Chili en 1973 ?

Rien n'est plus éloigné du programme. Conseillons à notre néophyte d'étudier l'ouvrage rédigé sur cette question par S. Just (*Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*, Stock, 1977). Les bolcheviks s'opposent de toutes leurs forces à ce que les masses payent, « dans leur chair », les conséquences des trahisons des appareils syndicaux et politiques au service de la bourgeoisie :

*Le gouvernement de front populaire, c'est-à-dire le gouvernement de la coalition des ouvriers avec la bourgeoisie, est, par son essence même, le gouvernement de la capitulation devant la bureaucratie et les officiers. Telle est la grande leçon des événements d'Espagne, payée aujourd'hui de milliers de vies humaines.* (L. Trotsky, « Leçons d'Espagne », 1936, Œuvres t. 10, EDI, p. 312)

Le CWG, le GB, le GOI, LM, la LOI ont lancé l'Appel à une conférence internationale sur l'axe : Assez de trahisons éprouvées si durement par le prolétariat ! Il faut donc construire de nouveaux partis, reliés entre eux par une internationale, contre les directions traîtres, pour que les masses puissent se défendre et vaincre la bourgeoisie, pour ne plus éprouver, « dans leur chair », l'exploitation et la paupérisation relative, les crises économiques et les guerres, les trahisons et les défaites. Il semble bien qu'il n'y a pas d'accord, ni abstrait, ni concret, avec le rédacteur de la contribution sur cet axe fondamental.

## **Révolution permanente ou front uni anti-impérialiste ?**

Le rédacteur de la contribution du CRI juge nécessaire d'ajouter à son vote Lula-Alencar un plaidoyer en « *défense de la tactique du front unique anti-impérialiste* » (*Contribution CRI*, p. 8). Auparavant, il a commencé par « *déclarer son accord global avec le point 3 et les points 6 à 8* », pour avancer aussitôt après que la « *ligne concrète* » exige plus de souplesse :

*Les affirmations que « toutes les bourgeoisies des pays semi-coloniaux sont nécessairement pro-impérialistes » et que « le nationalisme bourgeois et petit bourgeois, laïque ou clérical, capitule de façon permanente devant l'impérialisme » sont justes ; mais cela ne signifie pas que les communistes révolutionnaires ne puissent réaliser de front unique anti-impérialiste avec les organisations de masse de la petite bourgeoisie paysanne et urbaine.* (*Contribution CRI*, p. 8, nous soulignons).

En Bolivie, en s'appuyant sur les leçons des révolutions antérieures, le Collectif a su développer la ligne de l'alliance des ouvriers et des paysans pour la prise du pouvoir, sans confusion avec le front uni anti-impérialiste qui a toujours servi à subordonner le prolétariat à la bourgeoisie, au nationalisme bourgeois :

*Pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour un gouvernement de la Direction Nationale Unique, de la COB, de toutes les organisations ouvrières et paysannes qui la composent, basé sur les milices ouvrières et paysannes et sur l'auto-organisation des travailleurs et du peuple !* (*Déclaration du Collectif*, 12 octobre 2003)

Le Collectif a élaboré cette orientation parce qu'il a appris chez Trotsky :

*L'action commune, surtout à court terme, est une chose, mais la capitulation devant la bourgeoisie sous la forme d'un « front uni » permanent comme le Front populaire français en est une autre. Ce sont deux choses tout à fait différentes ; mais le cœur de la question, c'est comment utiliser notre indépendance. Nous devons sans cesse mener « une action commune » avec les organisations étudiantes et « paysannes ».* (L. Trotsky, *Discussions sur la Chine*, août 1935, Œuvres t. 6, p. 110)

Au contraire, tous les courants révisionnistes s'en remettent aux forces petites-bourgeoises et bourgeoises, c'est pourquoi les Moreno, Healy, Lora, Lambert ont été des partisans du front uni anti-impérialiste pour l'Amérique latine. Au cours des trois révolutions boliviennes, en 1952, en 1971 et en 1985, ces dégénérés se sont subordonnés, à l'instar du parti stalinien ou de la bureaucratie de la COB, à des courants nationalistes bourgeois comme le MNR ou à une aile de l'armée prétendument « patriote ».

Les camarades du Groupe CRI, s'ils relisent la déclaration du Collectif citée ou le tract signé avec le Groupe Germinal (*Révolution Socialiste*, n°11-12, novembre 2003), pourront trouver tous les mots d'ordre pratiques et concrets qui permettent d'armer une avant-garde en Bolivie ; nul besoin de la confusion du front uni anti-impérialiste. En cela aussi le Collectif défend l'héritage de la 4<sup>e</sup> Internationale.

Après la contre-révolution chinoise de Jiang, les marxistes ont définitivement tourné le dos aux formulations ambiguës du « front uni anti-impérialiste » de l'Internationale communiste qui avaient servi, malgré les avertissements de Lénine, à *subordonner* le PCC au Guomindang. Toute révolution doit avoir la classe ouvrière à sa tête, même dans les pays arriérés où elle est minoritaire.

*Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de la libération nationale ne peut être autre que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.* (L. Trotsky, *La Révolution permanente*, 1931, Minuit, p. 124)

Quand l'Internationale communiste sombre définitivement avec les « fronts populaires » dans l'alliance avec la bourgeoisie y compris dans les pays avancés, les bolcheviks-léninistes proclament en 1938 la 4<sup>e</sup> Internationale. Le programme adopté à sa fondation enterre le « front uni anti-impérialiste » et adopte explicitement la stratégie de la révolution permanente :

*Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la révolution permanente. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1938, GB, p. 33)*

Camarades du CRI, quelles sont les tâches pratiques, les situations précises que vous voulez résoudre avec « la tactique du front unique anti-impérialiste » ? Vous n'en citez pas un exemple. Quand nos sœurs et nos frères de Bolivie ont affronté Goni et ses forces de répression, vous « ne pouviez ni trancher, ni faire votre propre analyse. » (Lettre du Groupe CRI, 3 février 2004). Place au programme de la révolution socialiste !

## **L'adoption des « schémas sclérosés » et des « formules toutes faites » du shachtmanisme pro-impérialiste**

*Contrairement au texte de l'appel à la conférence internationale, le Groupe CRI (même si la discussion en son sein n'est pas achevée sur ce point) ne caractérise pas les États de Cuba, du Vietnam, de la Corée du Nord et de la Chine comme des « États ouvriers déformés »... (Contribution CRI, p. 9)*

On le voit, bien que « la discussion au sein du Groupe CRI ne soit pas achevée sur ce point », cela n'empêche pas l'auteur de la contribution de se prononcer au nom du groupe. Il est tout aussi péremptoire sur les États ouvriers que pour défendre l'éternelle jeunesse du capitalisme, accuser les travailleurs de n'être pas assez conscients, découvrir que les partis ouvriers bourgeois font des réformes favorables aux travailleurs, reprendre aux staliniens le « front uni anti-impérialiste » et ses applications démocratiques bourgeoises comme le vote Lula-Alencar et la panacée de « l'assemblée constituante » :

*Le caractère étatique des principaux moyens de production ou encore le monopole du commerce extérieur ne sauraient suffire pour désigner un État comme « ouvrier », car celui-ci suppose la dictature du prolétariat. On parlera alors par exemple de « collectivisme bureaucratique »... (Contribution CRI, p. 9)*

Notre auteur s'appuie sur le « bon sens » (p. 10). Et il le prouve : un parti réformiste est pour lui un parti qui fait des réformes, un État ouvrier est un État dirigé par les ouvriers.

Sinon, « on parlera de collectivisme bureaucratique ». Qui est le « on » ? Soyons plus précis que notre auteur : le premier à utiliser le « collectivisme bureaucratique » au nom du marxisme fut l'universitaire Burnham, un des chefs de file de « l'opposition petite-bourgeoise » de 1939 au sein de la section américaine de la 4<sup>e</sup> Internationale. Il l'utilisa pour réviser le programme sur la nature de l'URSS, alors aux mains de la bureaucratie stalinienne et surtout pour refuser de défendre le seul État ouvrier de l'époque contre sa propre bourgeoisie, la bourgeoisie américaine. Cette fraction prétendait défendre « une stratégie de troisième camp » contre le capitalisme et le collectivisme bureaucratique.

*Une nouvelle forme de société d'exploitation n'est pas seulement une alternative possible au capitalisme, mais bien une issue plus probable que le socialisme... (J. Burnham, « Démission du WP », 1940, annexe au recueil de Trotsky, Défense du marxisme, EDI, p. 344)*

Trotsky apporta son soutien à la majorité ouvrière du SWP regroupée par Cannon pour défendre le programme. Pour la 4<sup>e</sup> Internationale, la contre-révolution stalinienne avait certes consacré l'autonomie de la bureaucratie de l'État ouvrier et son pillage du produit social, mais celle-ci n'était pas une nouvelle classe exploiteuse et il restait des conquêtes économiques de la révolution d'Octobre, en particulier la propriété étatique des moyens de production. A cette occasion, Trotsky précisa le lien entre la théorie du « collectivisme bureaucratique » et la théorie de la « crise de la conscience de classe » :

*La question de l'URSS ne peut être traitée comme un cas unique, isolé du processus historique global. Ou bien l'État stalinien est une formation transitoire, la déformation de l'État ouvrier d'un pays arriéré et isolé, ou bien le « collectivisme bureaucratique » est une formation sociale nouvelle qui est en train de remplacer le capitalisme partout dans le monde (stalinisme, fascisme, New Deal, etc.)... Quiconque choisit le second terme de l'alternative admet, ouvertement ou tacitement, que tout le potentiel révolutionnaire du prolétariat est épuisé, que le mouvement socialiste a fait faillite et que le vieux capitalisme est en train de se transformer en « collectivisme bureaucratique », avec une nouvelle classe exploiteuse. (L. Trotsky, « Lettre à Cannon », 1939, Œuvres t. 22, ILT, p. 28)*

La dialectique de la révolution mondiale exigeait le renversement de la bureaucratie usurpatrice et privilégiée et la restauration du pouvoir des travailleurs pour pouvoir avancer vers le socialisme, mais exigeait aussi la défense sans condition de l'État ouvrier contre l'impérialisme, comme conquête ouvrière, base nécessaire mais non suffisante pour l'édification du socialisme, mode de production qui ne peut être instauré qu'à l'échelle internationale :

*La question du renversement de la bureaucratie soviétique est subordonnée pour nous à la question de la préservation de la propriété étatique des moyens de production en URSS et la préservation de la propriété étatique des moyens de production en URSS est subordonnée pour nous à la révolution prolétarienne internationale. (L. Trotsky, « L'URSS dans la guerre », 1939, Œuvres t. 22, ILT, p. 62)*

Voilà pourquoi le Groupe bolchevik défend aujourd'hui les États ouvriers qui subsistent encore (Chine, Corée, Vietnam, Cuba) contre la pression et les menaces impérialistes et contre la restauration capitaliste que mène activement chaque bureaucratie au compte de la bourgeoisie mondiale ; voilà pourquoi il appelle au renversement de ces dernières par leur prolétariat respectif.

Après avoir été mis en minorité et avoir scissionné du SWP, Shachtman fonda le WP et se convertit au « collectivisme bureaucratique ».

*La Russie stalinienne est devenue un empire réactionnaire à part entière, qui opprime et exploite non seulement le peuple russe mais une douzaine d'autres... La théorie selon laquelle les partis staliniens sont des agents de la classe capitaliste est fondamentalement fausse. Ils sont les agents du collectivisme bureaucratique russe... (« Résolution du WP », New International, avril 1947)*

Comme le stalinisme était, du point de vue de la « démocratie », bien pire que l'impérialisme américain, Shachtman rejoignit au moment de la guerre froide la social-démocratie (elle-même enfouie dans le Parti démocrate) et finit sa vie politique en appelant l'impérialisme américain à écraser le Vietnam...

Une variante de « troisième camp » est le cliffisme. En 1950, cédant à la pression de sa bourgeoisie, comme Burnham et Shachtman dix ans avant, un dirigeant de la section britannique, Cliff, refusa de défendre la Corée du Nord et la Chine contre une coalition impérialiste, incluant le Royaume-Uni. Pour couvrir sa capitulation, il recourut à la « formule toute faite » et au « schéma sclérosé » de Kautsky, caractérisant le pouvoir des soviets comme... un « capitalisme d'État ».

Le SWP britannique s'est adapté à l'impérialisme britannique en refusant d'appeler au retrait des troupes d'Irlande, en étant neutre durant la guerre des Malouines, en ne se prononçant pas pour la défaite de l'impérialisme en Irak. Aujourd'hui, les cliffistes anglais tentent un front uni anti-impérialiste avec les organisations musulmanes et se coulent dans le projet « Respect » réformiste des travaillistes de gauche.

Où va l'auteur de la « contribution » ? Où ces positions risquent-elles de conduire le Groupe CRI ?

## **Contre la révolution permanente, le Groupe CRI découvre que notre époque est celle... des révolutions nationales démocratiques**

Les guerres impérialistes de Corée et du Vietnam étaient menées au nom de la lutte contre le communisme. Pure illusion de la bourgeoisie, explique doctement notre critique, pour qui, ni le Vietnam, ni la Chine, n'ont jamais pu être des États ouvriers :

*L'instauration d'un État ouvrier suppose une révolution prolétarienne ; or, il n'y a pas eu de révolution prolétarienne dans ces pays, mais une révolution nationale anti-impérialiste... (Contribution CRI, p. 9)*

Si on applique ses critères à l'URSS de 1924 à 1991, comme le prolétariat ne dirigeait plus lui-même l'économie ni l'État, comment parler d'un État ouvrier ?

*Un État ouvrier peut dégénérer, comme en URSS... en l'absence d'une réelle dictature du prolétariat, l'État finit par cesser d'être « ouvrier » (Contribution CRI, p. 9)*

A aucun moment, d'ailleurs, la contribution ne parle de restauration du capitalisme en Russie, mais seulement de « l'effondrement de l'URSS » (p. 3).

Comme l'affirme clairement l'Appel, la restauration du capitalisme en Russie, en Europe orientale et en Europe centrale est une défaite historique du prolétariat mondial, qui marque tous les rapports entre les classes et concourt à la désorientation présente du prolétariat. Les shachtmanistes, les lambertistes et les morénistes ne l'ont pas combattue, les cliffistes s'en sont ouvertement réjoui, comme le PTS et la FTSI qui n'y voient que l'affaiblissement des partis staliniens.

L'achèvement de la liquidation des derniers États ouvriers en Chine, à Cuba, au Vietnam et en Corée couronnera la défaite subie en URSS en 1991 et entraînera un énorme recul pour la classe ouvrière dans ces pays et dans le monde entier.

Face à la guerre froide, à l'offensive de l'impérialisme américain qui visait à son renversement et au rétablissement du capitalisme, la bureaucratie du Kremlin a étendu la collectivisation des moyens de production à l'Europe centrale. Dans des circonstances exceptionnelles et en s'appuyant sur l'existence de l'URSS, à plusieurs reprises, des directions de mouvements de guérilla sont, elles aussi, allées plus loin qu'elles en avaient l'intention dans la rupture avec la bourgeoisie, en Albanie, en Yougoslavie, au Vietnam, en Corée du Nord, en Chine, à Cuba. Elles ont exproprié le capital, elles ont instauré des États ouvriers, déformés d'emblée, car calqués sur le modèle de l'État ouvrier dégénéré. Par conséquent, dans aucun de ces pays, la classe ouvrière n'a exercé le pouvoir. Il a été confisqué par des bureaucraties staliniennes, conservatrices et privilégiées constituées par des appareils d'origine stalinienne

ou castriste (voir S. Just, « A propos d'une possibilité théorique et de la lutte pour la dictature du prolétariat », *La Vérité* n°588, septembre 1979).

Trotsky l'avait envisagé :

*Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si cette variante, peu probable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » du type indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. (L'Agonie du capitalisme..., 1938, GB, p. 30)*

Notre auteur prétend qu'un « État ouvrier déformé est une contradiction dans les termes ». Malheureusement pour la logique formelle, « État bourgeois sans bourgeoisie », « État ouvrier dégénéré », « État ouvrier déformé d'emblée » ou « parti ouvrier bourgeois » sont des termes contradictoires, parce que la réalité elle-même est contradictoire. L'origine des États ouvriers déformés dès leur constitution donne la clé de l'énigme : une expropriation des capitalistes réalisée sans pouvoir ouvrier, un alignement sur les rapports de production nés d'Octobre mais faussés par la bureaucratie du Kremlin. Burnham rejetait la dialectique, l'auteur de la contribution n'aime pas les contradictions. La « contribution » prouve en tout cas qu'un groupe politique peut naître déformé. Elle préfère se fier à Cliff et à Shachtman plutôt qu'à Lénine et à Trotsky. C'est son droit. De là à croire que cela lui donne la légitimité de prendre de haut l'Appel...

*L'Appel souffre du même caractère abstrait et propagandiste que sur les autres questions d'orientation... Ici comme ailleurs, il conviendra **au contraire** d'élaborer une plate-forme de revendications transitoires... (Contribution CRI, p. 10, souligné par nous)*

Ne lui déplaise, en partant des indications de Trotsky et de l'élaboration ultérieure des camarades chinois, en particulier de Peng Shuzhi, les bolcheviks disposent d'un meilleur cadre d'analyse de la Chine qu'avec Shachtman ou Cliff. A partir de là, il est possible de discuter d'un programme d'action pour la révolution chinoise, conçue comme une partie de l'affrontement entre révolution et contre-révolution à l'échelle mondiale. C'est ce qu'a esquissé le Groupe bolchevik en 2002, malgré ses limites nationales et son absence de lien avec les révolutionnaires chinois.

---

*Conclusion de Chine : Pour la révolution ouvrière, seul moyen d'empêcher l'achèvement de la restauration du capitalisme, numéro spécial de Révolution Socialiste n°5, septembre 2002*

*La préservation de ce qui reste de l'État ouvrier exige une révolution politique, c'est-à-dire le renversement de la bureaucratie prévaricatrice et restaurationniste, nécessite le pouvoir des conseils ouvriers et paysans. Le gouvernement ouvrier et paysan ne pourra se limiter à la suppression de la bureaucratie étatique. Vu l'étendue de l'exploitation capitaliste sur le sol du continent et à Hongkong, les tâches de la révolution politique se combineront avec celles d'une révolution sociale, en particulier l'expropriation des capitalistes locaux et étrangers.*

*La nouvelle révolution chinoise ne saurait triompher véritablement que dans la perspective des États-Unis socialistes d'Asie, qu'en s'inscrivant dans la révolution prolétarienne mondiale. En définitive, seule la révolution socialiste dans les centres impérialistes peut libérer la Chine de la pénurie. En retour, la révolution prolétarienne en Chine donnerait une puissante impulsion à la révolution prolétarienne asiatique et mondiale.*

*Mais pour rallier les masses semi-prolétariennes et la jeunesse, pour accomplir la tâche historique de renversement de la bureaucratie et d'expropriation du capital, aucun processus spontané ne suffira. Il faut au prolétariat de Chine un programme, il lui faut une stratégie, il lui faut une direction.*

- *Défense des acquis ouvriers ! Arrêt des licenciements ! Suppression des zones économiques spéciales et autres enclaves !*
  - *Libertés démocratiques : droit de grève, droit de manifester, droit d'expression, droit de s'organiser !*
  - *Respect des peuples non-hans ! Droit pour les minorités nationales de se séparer !*
  - *Organisation de comités d'ouvriers, de paysans pauvres, de soldats, d'étudiants ! Centralisation dans les villes, les provinces, au plan national ! Gouvernement ouvrier et paysan !*
  - *Renversement de la bureaucratie ! Expropriation de la néo-bourgeoisie, des groupes capitalistes ! Intégration complète de Hong Kong !*
-

- *Contrôle ouvrier sur la production ! Élaboration par les conseils ouvriers et paysans d'un plan de production pour satisfaire les immenses besoins des masses !*
- *Aide à la révolution politique en Corée du Nord, au Vietnam, au Cambodge, au Laos ! Aide à la révolution sociale à Taïwan, en Corée du Sud, au Japon, en Thaïlande, en Inde, aux Philippines... ! États-Unis socialistes d'Asie de l'Est !*

*La classe ouvrière chinoise a besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire, comme celui que voulait constituer le Parti communiste chinois de Chen Duxiu en 1919, elle a besoin d'une internationale ouvrière révolutionnaire.*

Camarades du Groupe CRI, vous rangez-vous vraiment derrière Max Shachtman qui a vu dans la révolution chinoise ou la révolution cubaine l'emprise grandissante du collectivisme bureaucratique ? derrière Tony Cliff qui a vu la capacité de la bourgeoisie nationale à s'émanciper de la domination des puissances impérialistes et, par conséquent, a rejeté la révolution permanente ? Le rédacteur de l'Appel prétend faire du neuf et enjoint de se débarrasser des « phrases du passé » (p. 3), mais il suit le révisionniste et l'opportuniste Cliff :

*Il n'y a pas eu de révolution prolétarienne dans ces pays, mais une révolution nationale anti-impérialiste qui a été victorieuse dans le contexte particulier du processus de décolonisation d'après Seconde Guerre mondiale et de la « guerre froide », et qui, dans les cas en question, a été jusqu'à l'expropriation du capitalisme privé afin d'empêcher au maximum les risques d'une recolonisation progressive de fait par l'impérialisme... (Contribution CRI, p. 9, souligné dans le texte)*

Savantissime ! Mais l'explication par les « processus de décolonisation » ou par les « satellites de l'URSS » (p. 3) est superficielle, académique, oublieuse de l'existence des classes sociales. En réalité, le rejet de fait de la révolution permanente explique l'adoption de la stratégie du front uni anti-impérialiste et découle du rejet de la théorie de l'impérialisme. Pour la contribution, le capitalisme n'est pas en déclin. La bourgeoisie des pays dominés peut s'exproprier elle-même pour jouer un rôle historiquement progressiste : empêcher « les risques d'une recolonisation ». On comprend l'insistance à voter Lula-Alencar et à ripoliner le schéma sclérosé du front uni anti-impérialiste, qui a toujours eu dans les fait pour contenu la capitulation devant la bourgeoisie « nationale », « anti-impérialiste », celle qui a écrasé successivement le prolétariat chinois, le prolétariat bolivien, le prolétariat indonésien...

*La 4<sup>e</sup> Internationale sait d'avance et avertit ouvertement les nations arriérées que leurs États indépendants tardivement constitués ne peuvent plus longtemps compter sur un développement démocratique indépendant... La lutte pour l'indépendance nationale n'est du point de vue du prolétariat révolutionnaire qu'une étape transitoire sur la route qui va plonger les pays arriérés dans la révolution socialiste mondiale... De même que l'unique force authentiquement révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression, sociale ou nationale, est celui de la révolution permanente. (L. Trotsky, Manifeste de la 4<sup>e</sup> Internationale, 1940, Oeuvres t. 24, ILT, p. 52)*

## **Le Parti, c'est le programme**

Le Groupe bolchevik considère, comme le Groupe CRI, que la discussion politique sur l'Internationale que nous voulons construire, incluant sa dénomination, exige que soit tiré un bilan de la 4<sup>e</sup> Internationale.

Cependant, pour le GB, bilan ne signifie pas catalogue des faiblesses. Le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale reste totalement valide, il concentre les acquis les plus élevés de la seule classe révolutionnaire à notre époque, la classe ouvrière. Par exemple, l'élaboration de la 4<sup>e</sup> Internationale sur l'URSS ne laisse pas désarmés les marxistes à l'heure où le capitalisme a été rétabli dans la patrie d'Octobre. Leur tâche consiste à bâtir le programme dont les prolétaires russes ont besoin pour prendre le pouvoir, à actualiser le programme, mais non le réviser au sens que le mot a pris pour les marxistes.

L'empirisme de la « contribution » conduit à affirmer stupidement que la 4<sup>e</sup> Internationale n'a jamais existé, puisqu'elle était trop faible :

*Dans cette optique, il conviendrait de rappeler tout d'abord que la IV<sup>e</sup> Internationale n'a jamais été réellement **construite**, puisque, contrairement aux trois premières, elle n'a pas pu devenir une organisation de masse agissant de manière dirigeante dans la lutte de classe internationale. (Contribution CRI, p. 11, souligné dans le texte)*

A sa fondation, la 4<sup>e</sup> Internationale prévenait l'avant-garde :

*Les magiciens et les charlatans veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le "corrigeant". (p. 43)*

L'AIT n'a jamais été une « internationale de masse » et n'a rien dirigé à proprement parler. L'Internationale sans numéro qui l'a précédée, la Ligue des communistes, était une organisation ouvertement communiste où Marx et

Engels firent leurs premières armes ; elle a toujours été une organisation groupusculaire, même si elle a joué un certain rôle dans la révolution allemande de 1848.

Trotsky et les bolcheviks-léninistes savaient, en proclamant la 4<sup>e</sup> Internationale, qu'elle n'était pas encore un parti dirigeant, mais un instrument pour le bâtir :

*La 4<sup>e</sup> Internationale existe et elle lutte. Est-elle faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste à l'écart. . (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale, 1938, GB, p. 48)*

Le Groupe CRI peut se réclamer du trotskysme, grâce aux cadres qui ont affronté courageusement la bourgeoisie et toutes les bureaucraties traîtres, aussi bien politiques que syndicales, sur tous les continents ; aux milliers de militants qui ont combattu pour la révolution prolétarienne mondiale jusque dans les camps de Sibérie, dans les mines de Bolivie, les plantations de thé du Sri Lanka, les usines du Vietnam, l'industrie automobile, les transports routiers et la marine marchande des États-Unis ; grâce aux militants brésiliens qui dispersaient les fascistes, grâce aux militants français qui se battaient contre les mêmes ordures –et aussi contre les staliniens– aux combattants dans ce pays qui dirigèrent des grèves malgré la violence et la calomnie dans les années 1930, qui s'adressèrent aux ouvriers allemands sous l'uniforme durant la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, qui organisèrent les travailleurs indochinois immigrés...

Dire que la 4<sup>e</sup> Internationale n'a pas été *construite* revient à minimiser la responsabilité de ceux qui l'ont *détruite*, de ceux qui la transformaient en appendice de la bureaucratie stalinienne et du nationalisme bourgeois :

*Que l'on se rende compte : en 1952, la révolution bolivienne, en juin 1953 le mouvement révolutionnaire en Allemagne de l'Est, précédé d'importants mouvements en Tchécoslovaquie (Pilsen), la crise de direction de la bureaucratie stalinienne à la mort de Staline, en août la grève générale en France, en 1956 la révolution hongroise des conseils, quelles extraordinaires possibilités ouvertes à une 4<sup>e</sup> internationale centralisée et agissante sur le programme et selon la méthode trotskyste. Au lieu de quoi : la dislocation, la destruction d'organisations comme le PCI, la direction de la 4<sup>e</sup> internationale qui sert de couverture au stalinisme. (S. Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, Comité, 1984, p. 44)*

Parce que la 4<sup>e</sup> Internationale et ses sections avaient été un minimum construites, le révisionnisme et la liquidation de la direction pabliste suscitérent une résistance. La « contribution » corrige furieusement le passé :

*Par la suite, les forces qui ont résisté au pablisme d'une manière ou d'une autre (healysme, lambertisme, cannonisme, morénisme, etc.) ont fini par capituler devant les appareils staliniens, réformistes et/ou nationalistes petits-bourgeois et sont finalement devenues à leur tour révisionnistes et liquidatrices. (Contribution CRI, p. 11)*

Ce sont les sections française, américaine, britannique, chinoise...qui résistèrent à l'abandon du programme au nom du programme, à la liquidation au nom de la 4<sup>e</sup> Internationale, pas le « healysme », le « lambertisme », le « cannonisme », le « morénisme » ! La résistance des sections de la 4<sup>e</sup> Internationale et la fondation du Comité international de la 4<sup>e</sup> Internationale à l'appel de Cannon exprimaient la force du *trotskysme*, qui ne pouvait exister comme programme sans organisation pour le porter.

Ce combat pour sauver puis reconstruire la 4<sup>e</sup> Internationale a finalement échoué. Cinquante ans après la fondation du Comité international, la destruction de la 4<sup>e</sup> Internationale est définitive. Le Groupe bolchevik a pour perspective « l'Internationale ouvrière révolutionnaire ». Il s'agit d'une formule algébrique qui tient compte à la fois de l'existence antérieure de la 4<sup>e</sup> Internationale et du fait qu'elle n'a pas été connue des larges masses. Le Groupe CRI avait cette position :

*Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit considérer la construction d'une véritable Internationale ouvrière révolutionnaire comme un devoir principal absolu, comme une tâche qui l'emporte sur toute autre. (Programme CRI, p. 39)*

La dénomination du parti mondial peut être considérée comme secondaire, comme le suggère la « contribution » (p. 11). Il faut ajouter que l'appellation « 4<sup>e</sup> Internationale » est utilisée par toutes sortes de réformistes hypocritement camouflés en « trotskystes » pour boucher la voie au parti révolutionnaire dont a besoin le prolétariat. Ils dressent l'obstacle du Forum social mondial, de regroupements politiques et de partis qui ne sont pas marxistes, qui ne sont pas révolutionnaires, qui ne sont pas internationalistes. Pour cela, ils se tournent vers les débris sociaux-démocrates ou staliniens, les bureaucrates syndicaux, les cléricaux anti-impérialistes, les écologistes, les nationalistes petit-bourgeois et les pacifistes. La « 4<sup>e</sup> Internationale » lambertiste est parmi les plus explicites :

*La reconstruction d'un parti ouvrier indépendant ne saurait s'opérer sur le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale... (D. Gluckstein & P. Lambert, Itinéraires, 2002, Rocher, p. 187) ; La 4<sup>e</sup> internationale ne cherche à imposer son programme à personne...C'est pourquoi la 4<sup>e</sup> Internationale est partie prenante du regroupement large intitulé « Entente internationale des travailleurs et des peuples pour l'Internationale ouvrière ». L'Entente est un regroupement large de toutes tendances... Cette orientation n'est pas conjoncturelle pour la 4<sup>e</sup> Internationale, qui a toujours cherché à inscrire son action dans ces processus de*

*recomposition du mouvement ouvrier à une large échelle. Fidèle à son programme, elle ne cherche à l'imposer à personne. (Quatrième congrès mondial de la 4<sup>e</sup> Internationale, La Vérité n° 24, mai 1999)*

Le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale est si beau qu'il le faut le réserver aux initiés, les jours de fête. Pour le concret, la pratique : apologie de la nation y compris dans les pays impérialistes ayant accompli depuis longtemps leur révolution démocratique, refus de mettre en cause leur propre impérialisme, défense de la gendarmerie en Belgique, de la paix civile au Bangladesh, soutien au FLN algérien après un long flirt avec le FIS...

Contre les révisionnistes du trotskysme Lambert, Krivine, Moreno, Hardy, Cliff et autres Grant, l'Appel répète, comme Lénine à partir de 1914, comme Trotsky à partir de 1917, qu'à l'époque de l'impérialisme, à l'époque des guerres et des révolutions, il ne peut être question de coexister durablement avec les agents de la bourgeoisie au sein des mêmes partis :

*Autrefois, avant la guerre, l'opportunisme était souvent considéré comme une " déviation ", une " position extrême ", mais on lui reconnaissait néanmoins le droit d'être partie intégrante du parti social-démocrate. La guerre a montré que c'est désormais chose impossible. L'opportunisme s'est pleinement " épanoui ", il a joué jusqu'au bout son rôle d'émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'unité avec les opportunistes est devenue un tissu d'hypocrisies, dont nous voyons un exemple dans le parti social-démocrate allemand. Dans toutes les grandes occasions (par exemple, lors du vote du 4 août), les opportunistes présentent leur ultimatum et l'imposent en mettant en jeu leurs nombreuses relations avec la bourgeoisie, leur majorité dans les directions des syndicats, etc. L'unité avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la scission du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque en fait aujourd'hui la subordination de la classe ouvrière à " sa " bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes. (V Lénine, Le Socialisme et la guerre, 1915, GB, p. 19)*

Pour tous les membres du Collectif international, il faut partir du point le plus élevé de l'élaboration stratégique et tactique du mouvement ouvrier, donc du programme de la 3<sup>e</sup> Internationale (manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste de 1919 à 1923) et du programme de la 4<sup>e</sup> Internationale (en particulier le *Programme de transition* de 1938 et le *Manifeste* de 1940).

Le CWG, le GB, le GG, le GOI, la LOI, LM et POB sont fidèles en cela à la méthode du bolchevisme-léninisme :

*La nouvelle internationale doit être non pas la somme de deux cadavres, mais la négation vivante de ces cadavres et, en même temps, la continuation du travail historique accompli par les internationales précédentes. (L. Trotsky, « Étiquettes et numéros », 1935, Oeuvres t. 6, EDI, p. 106)*

Pour éviter à « cette discussion un caractère purement scolastique » (p. 10), voilà sur quoi le Groupe CRI doit se prononcer clairement.

## **Le Groupe CRI à la croisée des chemins**

A plusieurs reprises, le camarade L. a insinué que la lenteur du Groupe bolchevik tenait à l'incapacité à répondre au brio des arguments de la contribution (ou plus exactement de la réfutation de l'Appel).

Disons-le franchement, le Groupe bolchevik, qui, même s'il ne comporte pas beaucoup d'écrivains, est composé pour moitié de travailleurs ayant lutté et fait des sacrifices trente années ou plus pour la révolution, n'a pas été impressionné à la lecture de la « contribution ».

Après des scissions répétées, ses militants entrevoyaient un rapprochement avec un groupe de jeunes intellectuels, apportant leurs talents à une éventuelle fusion. Ils ont été déçus. Les militants du Groupe bolchevik constatent aujourd'hui que ceux qui sont sortis du PT français chauvin et de la « 4<sup>e</sup> Internationale » crypto-réformiste de Lambert & Gluckstein et qui s'étaient prononcés pour la défaite de l'impérialisme en Irak, qu'ils avaient accueillis dans leur 2<sup>e</sup> Conférence, semblent tourner le dos au programme trotskyste, en reprenant toute une série d'attaques révisionnistes et de positions opportunistes qu'ils connaissent fort bien.

La ton plein de morgue de la « contribution » approuvée par le Groupe CRI nous est apparu d'autant plus affligeant qu'il est difficile de concevoir comment on a pu concentrer en si peu de lignes tant de banalités, trivialités, faussetés. Elle fait feu de tout bois, puisant alternativement des « *phrases du passé* » (p. 3) chez Bernstein, Kautsky, Bauer, Adler, Gramsci, Burnham, Shachtman, Craipeau, Cliff, Pablo, Mandel, Althusser, Lambert... Les révisionnistes les plus éculés sont mobilisés de manière totalement éclectique, pour tenter de minimiser la question du programme et de ridiculiser ceux qui le défendent.

Cela pourrait être un jeu d'intellectuel désœuvré, un exercice de style (écrire un paragraphe à la manière de Lambert, un à la manière de Mandel, un à la manière de Shachtman, etc.). Il ne mériterait alors que l'impaviderité des travailleurs révolutionnaires. Le Groupe bolchevik répond parce qu'il s'agit de l'avenir d'un groupe politique récemment apparu et que rien ne doit être négligé pour délimiter du marais centriste (des révolutionnaires en parole et réformistes en pratique), les forces qui sont authentiquement « communistes, révolutionnaires, internationalistes ».

Le porte-parole du Groupe CRI se dit partisan de la révolution, *mais* soutient que le capitalisme n'a pas épuisé son rôle progressiste ; se réfère à la 4<sup>e</sup> Internationale, *mais* ne veut pas appliquer son programme ; déclare que l'Appel

est une très bonne idée, *mais* ne le publie pas, *mais* refuse de l'appliquer en France ; réclame de participer au Collectif qui a initié l'Appel, *mais* refuse d'ouvrir son débat aux représentants de la Liga obrera internacionalista et du Groupe bolchevik, *mais* s'abstient de condamner les agressions stalino-lambertistes du PO argentin contre les militants du Collectif ; proclame condamner la collaboration de classes dans ses publications, *mais* applique en coulisses la participation gaulliste à l'université.

Pour la « contribution », la stratégie n'est rien, la tactique est tout (*le but n'est rien, le mouvement est tout*). D'où l'accusation catégorique contre l'Appel lancé par le Collectif :

*Il est douteux que ce texte permette de se diriger concrètement vers l'élaboration d'une stratégie générale et d'une orientation pratique dans la lutte de classe... (Contribution CRI, p. 1)*

La « contribution » signée CRI régresse dans la séparation entre programme minimum (des véritables solutions « concrètes ») et programme maximum (du radicalisme sans conséquence « concrète »). Le rejet de toute « *crise structurelle* » du capitalisme et l'affirmation d'une « *crise de la subjectivité* » du prolétariat permettent de justifier une *ligne de la démocratie* en Argentine et en Palestine, le vote Lula-Alencar au Brésil, les accommodations syndicales et la cogestion, le refus d'affronter résolument les appareils et leurs alliés centristes en mai-juin 2003 et préparent l'opportunisme envers les usurpateurs et les néo-réformistes LO et LCR.

En réalité, le CRI hésite devant le programme marxiste. Au centre des divergences, la question de la direction du prolétariat, la question du parti révolutionnaire :

*Toutes les variétés de représentants déçus et apeurés du pseudo-marxisme partent de l'idée que la faillite de la direction du prolétariat ne fait que refléter l'incapacité du prolétariat à accomplir sa mission révolutionnaire. (L. Trotsky, « L'URSS dans la guerre », 1939, Œuvres t. 22, ILT, p. 52)*

Qu'est-ce que l'Appel à la conférence internationale des organisations trotskystes principales et des organisations ouvrières révolutionnaires ? La tentative de plusieurs organisations de pays différents et de filiations distinctes, de renouer internationalement, par delà les impostures shachtmanistes, cliffistes, pablistes, morénistes, lambertistes... avec le programme de l'Internationale communiste et de la Quatrième internationale *contre* les bureaucraties politiques et syndicales vendues à la bourgeoisie, *contre* les centristes qui les protègent ou les remplacent. Soit dit en passant, ces organisations ne sont pas « *issues des lambertistes et des morénistes* » (*Contribution CRI, p. 2*), mais issues du combat contre eux et quelques autres du même genre.

Nonobstant les accusations de généralités, d'abstraction et de stérilité, l'Appel à la conférence a déjà permis d'élaborer des réponses principales aux menaces de guerre impérialiste contre l'Irak, à l'interdiction de Batasuna par l'État espagnol, à l'éclatement de la révolution bolivienne. Deux groupes se sont revitalisés, en Bolivie et dans l'État espagnol et ont rejoint le Collectif ; d'autres organisations se retrouvent dans l'Appel en Argentine, en Australie, au Brésil et en Turquie . Il sera possible de faire mieux, beaucoup mieux : en matière d'élaboration, par exemple en travaillant un document sur la situation de notre classe en Europe ; en matière d'intervention pour réunir dans notre pays des forces pour la Conférence.

Camarades du Groupe CRI, l'Appel n'est certainement pas parfait ni complet, mais il est sérieux. Prenez-le au sérieux.

---

Lettre de la LOI et du GB du 27 septembre 2003 au Groupe CRI

Chers camarades,

Nous avons bien reçu vos messages électroniques du 4 et du 20 août.

L'élaboration de l'Appel à une conférence internationale des trotskystes principaux et des organisations ouvrières révolutionnaires a abouti, comme vous pourrez le constater avec la version française ci-jointe.

Veillez nous pardonner si nos propos, lors des rencontres d'avril et de mai ont conduit à une confusion entre, d'une part, l'élaboration de l'Appel et, d'autre part, la proposition de vous inscrire dans la discussion et la préparation de la conférence internationale.

La décision d'élaborer une déclaration commune face aux menaces impérialistes contre l'Irak et aussi, sur cette base, un appel à une conférence internationale avait été prise dès le 6 décembre 2002 à Buenos Aires entre cinq organisations.

Vous n'en faisiez pas partie, pas plus que, par exemple, le Groupe Germinal de Valence et nous l'espérons, d'autres groupes qui prendront leur place dans la tâche énorme de tirer des leçons révolutionnaires de la situation internationale et de mettre sur pied un centre qui regroupe les forces saines que se réclament du trotskysme et de l'internationalisme.

L'élaboration de la déclaration des Cinq en défense de l'Irak avait été intégralement publiée dans le *BIOI*. La discussion politique qui a permis l'adoption d'un Appel des mêmes cinq constitués en Collectif le sera également en espagnol. Nous tenons à votre disposition la totalité de ces documents, dont une partie est en français.

Vous pouvez ainsi vérifier qu'il ne s'agit pas pour les initiateurs de l'Appel, le CWG, le GB, le GOI, la LOI-DO et LM, de trouver un compromis à la façon des bureaucraties, ni de ménager les susceptibilités typiques des centristes et des sectes, mais d'un retour au léninisme, c'est-à-dire à la confrontation d'idées qui aboutit à se convaincre pour un document bien supérieur à l'élaboration initiale ou, à défaut, à enregistrer les divergences, sans les cacher à l'avant-garde.

Jusqu'à présent, vous n'avez pas fait état de votre accord avec la déclaration Irak ni rendu compte de la conférence du groupe français à laquelle vous avez participé ; vous n'avez pas donné votre position sur la révolution argentine ni agi en commun en France avec le Groupe bolchevik.

Nous savons qu'il sera difficile de regrouper les forces actuellement dispersées qui s'efforcent de combattre pour le programme révolutionnaire. Sur ce chemin, il se présentera de nombreux problèmes et nous commettrons probablement bien des erreurs. Mais, pour avancer, nous ne voyons pas d'autre perspective que celle de la conférence internationale, de la discussion entre ceux qui se retrouvent dans l'Appel et des pas en avant principaux qui permettent, par exemple, d'approfondir les relations établies déjà avec vous à l'occasion de la 2<sup>e</sup> conférence du GB.

Le contenu programmatique de l'Appel à la conférence internationale des trotskystes principaux et des organisations ouvrières révolutionnaires n'a pas changé par rapport à la traduction rudimentaire en français de juin et à la première édition en espagnol de juillet dont vous disposiez jusqu'à présent.

Si vous confirmez votre accord avec l'Appel, notamment en le publiant dans votre organe, il nous semble qu'il faudra tirer les conséquences de notre convergence sur le programme de la révolution prolétarienne et sur les leçons de la lutte des classes mondiales. Le but est clair : il s'agit de fusionner en France sur un programme intransigeant les forces qui se dégagent du centrisme de droite camouflé en « trotskysme », comme une étape vers un parti révolutionnaire, reprenant le programme originel de la 3<sup>e</sup> et de la 4<sup>e</sup> Internationales.

Cela permettra de porter des coups à tous les usurpateurs du drapeau du socialisme, du communisme, de la 4<sup>e</sup> Internationale, à ceux qui ont pour boussole l'aristocratie ouvrière et tel ou tel appareil bourgeois du mouvement ouvrier, à ceux qui cherchent des substituts syndicalistes à la construction du parti révolutionnaire ou qui entendent mettre sur pied des partis « larges », à ceux qui protègent les bureaucraties syndicales et la cogestion, à ceux qui soutiennent le Forum social mondial et le Forum social européen ou qui pactisent avec les partis « écologistes », à ceux qui votent Chirac ou qui veulent réformer les institutions de la bourgeoisie avec l'ONU ou une « constituante ».

L'accord principal déjà réalisé doit déboucher naturellement sur un effort coordonné du CRI et du GB en direction de l'avant-garde francophone pour préparer la conférence et pour intervenir en commun dans la lutte des classes en France.

Puisque vous comptez discuter prochainement de l'Appel, nous vous proposons de le faire aussi en présence des représentants du Collectif, comme la 2<sup>e</sup> conférence du Groupe bolchevik a procédé avec les représentants du CRI.

Vous avez proposé d'élaborer une contribution à la plateforme élaborée par le Collectif des 5. Nous attendons avec impatience et intérêt votre apport et vos propositions pour avancer dans la voie du regroupement des révolutionnaires, des internationalistes, des marxistes.

En avant pour le regroupement des trotskystes principaux !

Silvia Novak & Philippe Couthon

---

L'avant-garde a besoin de clarté, pas de confusion. Relisez l'Appel : soit vous êtes en désaccord fondamental avec lui et il faut le dire, sans ruser ni manœuvrer ; soit vous constatez qu'il résume les principales leçons des grands événements de la lutte des classes mondiales, qu'il définit l'orientation nécessaire à la construction du parti communiste, révolutionnaire, internationaliste. Et il faut en tirer sérieusement les conséquences : nous réunir, travailler en commun à l'appliquer...

Camarades du Groupe CRI, le Collectif ne ferme pas le débat avec vous, le Groupe bolchevik non plus ; prenez votre place dans ce processus, certes difficile et inévitablement tumultueux, mais qui est la seule voie pour travailler à la construction d'une internationale révolutionnaire et d'un parti révolutionnaire en France. Faites connaître l'Appel, traduisez-le dans la lutte des classes de ce pays, appliquez-le avec les autres forces qui l'adoptent en France, en Europe et dans le monde ; corrigez-le et précisez-le sur la base du combat commun pour la révolution socialiste.

Camarades du Groupe CRI, une organisation prolétarienne communiste et démocratique vous tend la main. Vous êtes à un de ces moments qui comptent pour toute une existence politique, comme regroupement, mais aussi en tant que militante, en tant que militant.

Camarades du Groupe CRI, plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins l'humanité aura à supporter de destructions. Prenez vos responsabilités, débarrassez-vous des postures suffisantes comme des manœuvres opportunistes. Participez pleinement et sincèrement à la conférence internationale avec des révolutionnaires de plusieurs continents ! Entamez un travail pratique avec le Collectif et le Groupe bolchevik !

Paris, le 11 février 2004

La CC du Groupe bolchevik